

# LE MONDE LIBERTAIRE



2€

ISSN 0026-9433

« Rien d'audacieux n'arrive sans la désobéissance à des règles. »

Jean Cocteau

N° 1579

du 21 au 27 janvier 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

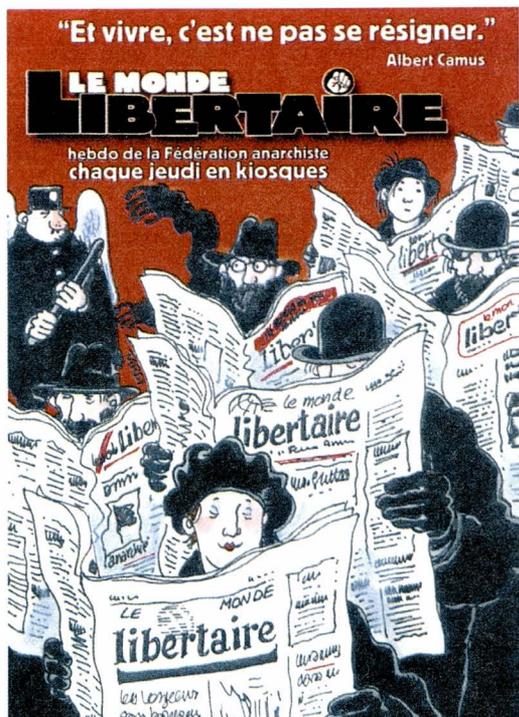
## Délire séculosocialitaire



M 02137 - 1579 - F: 2,00 €



# Sommaire



**Bonus** et paillettes, par A. Somiador, page 5

**Brèves** en redoux, page 6

**Sécurité** et municipales, par P. O'Neil, page 7

**Hôpitaux** à la casse, par Moriel, page 9

**Nucléaire** à la sauce 2010, par Alex, page 10

Dans le cadre du **marché...**, par J. Langlois, page 11

Anarchistes **mexicains** dans la tourmente, page 14

Manifestation à **Gaza**, par Philippe, page 15

**Chialer** dans les bennes, par N. Potkine, page 17

Dernier **film** de Jane Campion, par H. Hurst, page 18

Manif de **sans-papiers**, par P. Pasek, page 19

Au sujet du **(bon) genre**, par C. Garnier, page 20

Vie du **mouvement**, page 21

**Radio libertaire**, sur Internet comme dans le poste, page 22

**Agenda** de toutes les militances, page 23



## Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n<sup>os</sup>

6 mois, 25 n<sup>os</sup>

1 an, 45 n<sup>os</sup>

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

## France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

## Étranger

27 €

46 €

77 €

## BULLETIN D'ABONNEMENT

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup>  76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international

(IBAN:

FR764255900062100287960215).

(BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

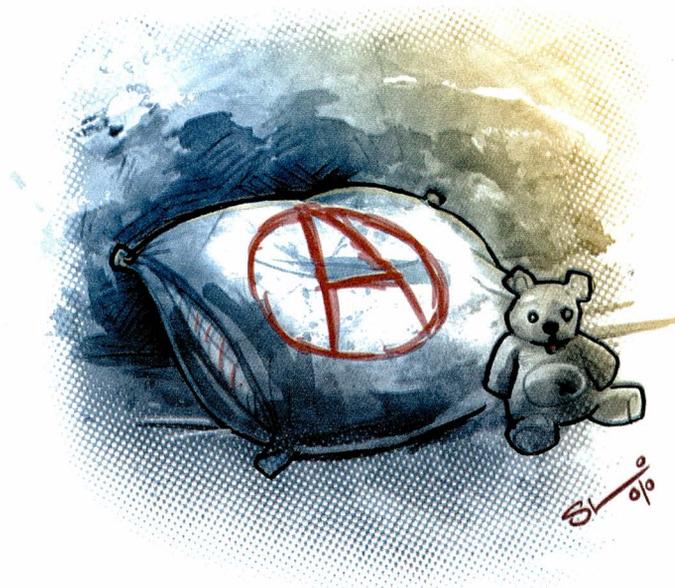
Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépôt légal 44145 – 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.



Décidément cette année commence mal, si l'on en croit les experts en communication chargés de maintenir les consommateurs citoyens, dans une saine et sainte terreur des dangers de tout poil. Une vague de froid qui a paralysé les transports et les livraisons des denrées de première nécessité, dindes farcies, foie gras et autres caviardises. Eh oui, comme chaque année il fait plus froid l'hiver que l'été, les jours raccourcissent, la vie des SDF aussi, au grand dam des pouvoirs publics, des administrations, de la DDE et de nos journalistes. Ah cette émouvante faculté d'émerveillement saisonnier devant les pièges de Dame Nature. Des morts comme s'il en pleuvait, Philippe Séguin l'insolent président de la Cour des Comptes, Mano Solo chanteur libertoïde, Bensaïd permanent émérité à la LCR, subitement devenus fréquentables du fait de leur disparition; c'est effrayant comme les gens de plus de 65 ans ou malades ont tendance à bien plus calancher que les jeunes de moins de 30 ans en bonne santé; encore heureux que le Johnny en ait réchappé, sinon c'était parti pour une semaine de deuil national. Pis que tout, l'abominable tremblement de terre qui a ravagé Haïti, 50 000 victimes au moins; une véritable malédiction comme Kouchner n'a pas eu peur de l'asséner ce 14 janvier au micro de Radio-Paris-France-Inter; une véritable bénédiction pour reporters, on mitraille les flaques de sang et les vieilles dépoitraillées avec des mines gourmandes. Heureusement les grandes puissances mettent bruyamment la main à la poche et nous invitent avec insistance à en faire autant. Elle est pas belle la vraie fraternité de la pub et du malheur! Nagi Bocsa, le bienfaiteur, jamais à court de titatas pas chers, propose crânement une conférence internationale pour discuter en rond. Culottés les tartuffes. Ils oublient un peu vite les sévices autrement douloureux qu'ils ont infligés à ces gens depuis des siècles. Massacre des indigènes par la bande à Christophe Colomb, installation de la plaque tournante de l'esclavage jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, mise en coupe réglée par les States quand elle devient indépendante en 1826, pillage scientifiquement organisé par les mêmes depuis 1915, dette internationale faramineuse interminablement remboursée, dictateurs style Baby Doc soutenus en loucedé par la France, etc. Cheu nous, loin de cette pénible rumeur-là, l'affaire du Trou (de la sécu) bat son plein: après les orgies anti-grippette, déjà le ténia malicieux de la gastro pointe son nez d'on devine où. Et patiemment, méticuleusement, pédagogiquement, sous l'œil de velours du beau syndicat qui rote à l'Élysée, la clique prépare de nouvelles privatisations, la mise en bière des retraites, ses réformes quoi.

## Nos rêves pourraient être leurs cauchemars



**Maurice Rajsfus**

**HOSANNA! TOUT VA** pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes possibles, comme aurait pu dire le bon professeur Pangloss. Il convient simplement d'oublier le chômage, la baisse des revenus pour ceux qui travaillent encore, la multiplication des sans-logis, tandis que les queues s'allongent dans les locaux des associations caritatives qui distribuent cette nourriture que l'État se dispense bien de distribuer. Il est très possible de mourir de froid, sous un porche, tandis que l'on pète dans la soie dans les palais de la République. Les écarts de revenus se font de plus en plus visibles, à la grande satisfaction de cette méritocratie tellement vantée par le chef de l'État. Chacun à sa place et les gueules de vaches<sup>1</sup> seront bien gardées!

**Hier la canaille, aujourd'hui la chienlit**

Tout ne va donc pas bien et notre président est le premier à en convenir. C'est ainsi que, lors de ses vœux présentés aux

Français, le 31 décembre, il devait nous révéler que l'année qui venait de s'écouler avait été « difficile pour tous »! Pour tous, vraiment? Munis de ce viatique consolateur, peut-être pourrait-on s'attendre à pire pour 2010. Il faut toujours s'attendre au pire, n'est-ce pas – si la situation est moins grave que pire, il sera encore possible de s'en féliciter.

2009, année difficile pour tous? Sans doute pas, puisque selon la chronique, certains repas de réveillon auraient été facturés au tarif confidentiel de 2 500 euros par convive. Café compris? Rétrospectivement, nous pouvons entendre le cri de rage des « Partageux », déjà exprimé par Gracchus Babeuf, le 30 mars 1776 (10 Germinal, an IV), dans le numéro 41 de son journal *Tribun du Peuple*: « Nos pères étaient un troupeau de canailles [...]. Leur bonheur consistait à travailler chacun comme quatre, à ne satisfaire qu'à moitié leur appétit, et avoir la satisfaction d'apprendre que le fruit de leurs sueurs comblait les plaisirs et les jouissances d'un petit nombre de fai-



néants corrompus. » C'était au temps du Directoire, de la bourgeoisie triomphante et sans vergogne. Il semble que rien n'a vraiment changé depuis. Sauf que les prolétaires opprimés ont cédé la place aux chômeurs et aux précaires, montrés du doigt par celui qui leur conseille de travailler plus si toutefois ils peuvent trouver une sinécure.

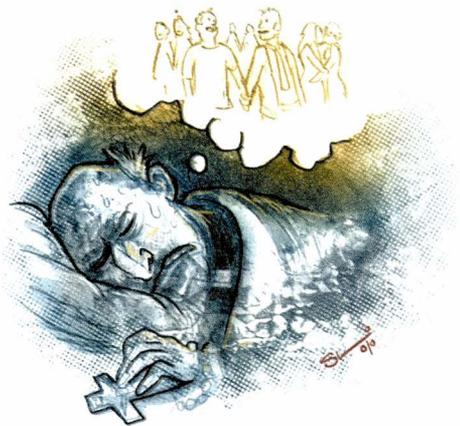
Malgré un certain nombre de révoltes et de révolutions, il ne nous a pas été possible de nous débarrasser de ceux qui vivent de la misère du monde. Les théoriciens ont été nombreux à nous indiquer la voie à suivre avec mode d'emploi à la clé, pour espérer ce monde meilleur tellement promis. Hélas, les plus belles recettes n'ont jamais été expérimentées en laboratoire. Les docteurs révolutionnaires n'ayant pour seul souci que de résoudre des équations cohérentes, nées dans un esprit froid, l'échec ne pouvait que se trouver au bout de la réflexion inaboutie des gourous. Ceux-là avaient surtout besoin de se trouver une base!

### Le monde à l'envers ? Peut-être !

Et si l'on s'appliquait à rêver sainement ? Un peu pour oublier les cauchemars de notre quotidien sarkozyste. Comme il n'est pas possible de s'enfermer constamment dans la sinistrose, pourquoi ne pas changer de décor ? Les lieux de référence de notre République, aussi peu fraternels qu'emblèmes de libertés démocratiques, où la fameuse égalité se distribue au mérite, gagneraient en qualité s'ils subissaient un énergique électrochoc. Pour que le commun des mortels puisse y déambuler, sans être constamment sous le regard suspicieux des anges gardiens en uniforme bleu, c'est à une véritable révolution architecturale qu'il conviendrait de se livrer, la cour de l'Élysée serait occupée par le chapiteau d'un cirque, sous lequel caracoleraient, sous la conduite de fiés descendants d'Attila, de superbes chevaux hongres. L'Hôtel Matignon, devenu inutile, verrait ses jardins transformés en potagers. Il en irait de même pour tous les ministères disposant d'une grande surface de verdure. Peut-être serait-il possible d'en faire des jardins ouvriers, bio si possible. Un traite-

ment spécial pourrait être appliqué aux locaux du ministère de l'Intérieur : les bureaux, devenus cellules de moines, pourraient accueillir les ministres, nouveaux pénitents, admis à une utile retraite car n'oublions pas que la peine de mort a été abolie en octobre 1981. C'est à l'ancienneté que serait désigné le porte-clés.

Les assemblées parlementaires, bien situées dans Paris, ne perdraient pas au change en devenant parcs d'attraction, et leurs nombreux bureaux seraient aménagés en autant de studios pour les sans-logis. La cave à vin du Sénat, particulièrement réputée, ferait l'objet d'une vente aux enchères, ouverte à tous les soiffards, à des prix concurrentiels, bien entendu. Plus généralement, les quelques neuf cent parlementaires, aussitôt renvoyés dans leur circonscription respective, se verraient affectés à des travaux d'intérêt général. Par exemple, la destruction des prisons, dont les matons auraient à apprendre à ne plus surveiller leurs semblables. Par ailleurs, dès le licenciement – sans indemnité – des ministres et de la petite cohorte des membres de leur cabinet, ainsi que des parlementaires, bien évidem-



ment, les économies réalisées permettraient sans doute de rendre gratuits les transports en commun.

Comme l'écrivait Gaston Couté, dans l'une de ses chansons :

« Honnêtes gens, pardonnez-lui !

Car il ne sait pas ce qu'il dit :

C'est un gâs qui a perdu l'esprit. »

Pendant que nous sommes en proie au grand délire, n'oublions pas de licencier les forces de l'ordre et de démobiliser l'armée. Surtout, ne pas laisser les douaniers sur le bord de la route. Il en irait de même de toute la chaîne répressive : contrôleurs du métro, vigiles en tous genres, contremaîtres dans les usines, qui se comportent en flics authentiques. Sans oublier, ça va de soi, les grands patrons, tout comme les petits entrepreneurs qui aimeraient bien devenir grands à leur tour. Cela fait bien longtemps que l'on aimerait faire le ménage mais le grand aspirateur n'est toujours pas annoncé au catalogue des grandes inventions. Celui qui en déposera le brevet pourrait figurer en bonne place parmi les sauveurs de l'humanité souffrante. Avec un

peu d'imagination, il serait même possible d'envisager la réforme du travail, tout comme la disparition des parasites à face humaine qui rendent pénibles les tâches les plus dignes.

En un mot comme en cent, ce serait la Révolution. C'est un peu ce qu'exprimait le chansonnier Mac Nab, dans les débuts de la III<sup>e</sup> République, au grand scandale de ceux qui venaient s'encanailler au Chat noir :

« C'est pas tout !

Plus d'flics, plus d'curés, plus d'militaires

Plus d'richards à nombrils dorés

Qui sucent la sueur du prolétaire

Il faut expliquer Léon Say

Pour que le mineur s'affranchisse

Et quand tout l'monde s'ra expulsé

Y restera plus qu'les anarchisses ! »

Bien entendu, tout cela n'est pas très sérieux. À l'aube de cette nouvelle décennie, il nous faudrait surtout réfléchir à ce monde nouveau où il n'y aurait plus de place pour les profiteurs. Nous sommes déjà bien loin du rêve mais, comme disent les pessimistes, les patrons et les possédants ne voudront jamais. Ah bon, et si nous transformions nos rêves en cauchemar pour ceux qui ne cessent de vouloir nous endormir ?

Bonne année quand même !

M.H.



# Sur la série télévisée en cours

## Plus belle la vie des riches, poubelle celle des pauvres

**L'ÉPISODE EN COURS** de la série télévisée *Plus belle la vie des riches, poubelle celle des pauvres*, qui est sous-titré : *La moralisation du capitalisme*, fait l'objet d'une intense campagne de promotion. Christine Lagarde, attachée de presse de l'Élysée, claironne sur tous les plateaux qu'au vu des profits réalisés par les banques en 2009, les bonus des traders supérieurs à 27 500 euros seront taxés à hauteur de 360 millions d'euros. Sur cette somme, 270 millions serviront à alimenter le fonds de garantie des dépôts pour renforcer la sécurité des déposants. Les 90 millions restants iront dans les caisses de l'État. Dixit la Madone des riches, cette mesure a pour but d'inciter les banques à réduire les montants distribués en les forçant à conserver leurs profits pour augmenter leurs fonds propres et solidifier leur bilan. Notons que ce dispositif sera « one-off » (c'est-à-dire temporaire), normal puisque tout le monde sait que les banquiers sont des petites bêtes fragiles qu'il faut protéger. Chose confirmée le 12 janvier par un vigoureux communiqué de la Fédération bancaire française (FBF) : « L'accumulation des mesures de taxation risque de peser sur leur capacité à financer l'économie, ainsi que sur leur compétitivité et celle de la place de Paris. » Si, une irréprouvable envie de sortir votre mouchoir vous saisit, abstenez-vous. Un membre d'un cabinet de chasseurs de têtes (il s'agit de Humblot-Grant Alexander), spécialisé dans la finance, vous en fournit la raison : « Les banques françaises ne vont pas distribuer moins de bonus mais elles vont les distribuer différemment », par exemple (c'est nous qui rajoutons) en relevant le niveau des rémunérations fixes.

Le même feuilleton est projeté sur les écrans anglais dans une version retouchée. Les banques de la City préfèrent payer la nouvelle « super taxe » sur les bonus plutôt que de réduire ou différer les primes de fin d'année, telle est la conclusion d'une enquête publiée par le *Financial Times*. Pour quel motif les crapules qui dirigent la City sont-ils aux petits soins pour leurs traders ? Ces messieurs arguent que tout mauvais traitement infligé à leurs petits génies de la finance (sic) risquerait de les conduire à s'exiler vers des cieux fiscalement plus cléments.

La bande-annonce de la série qui nous est

imposée en boucle insiste sur un point. Quelques courageux justiciers pourchassent les vilains traders trop vite gavés de gains faramineux. Le scénario écrit par les fondés de pouvoir du capital repose sur le postulat suivant : jeter en pâture au grand public quelques boucs émissaires détournera son attention des principaux fauteurs... et bénéficiaires de la crise que nous traversons, à savoir les cadors de l'oligarchie de l'industrie financière et bancaire.

Une majorité des pays est plongée dans la récession ? Cela n'a pas empêché les banques d'investissement – après s'être refait la cerise grâce à une injection massive de fonds publics – de terminer l'année 2009 en affichant des profits colossaux, par exemple 10 milliards de dollars chez Goldman-Sachs, 8 milliards chez JP Morgan, 4,5 milliards d'euros chez Deutsche Bank, 3 milliards d'euros chez BNP Paribas, etc.

Certes, les traders ne sont pas des saintes-nitouches, mais les vrais responsables de la crise financière sont les gros actionnaires des banques qui leur ont fixé des objectifs de rentabilité ahurissants autant qu'insoutenable. La crise porcine la plus ravageuse n'est pas due aux suidés, mais aux gros porcs que sont tous ces joueurs de casino, car force est de convenir que ces pourceaux n'ont jamais cessé d'inoculer leurs germes pathogènes dans l'économie réelle grâce à la spéculation qui les nourrit grassement.

En sus de fabriquer ou d'accélérer le gonflement de nouvelles bulles – comme autant de bombes à retardement –, en spéculant sur les obligations d'État, les crédits carbone, les matières premières, etc., les banques se livrent à des acrobaties comptables pour offrir un visage plus séducteur. Ainsi des actifs toxiques (créances au recouvrement hautement improbable) figurent dans leurs



bilans dans la colonne « actifs » ! Dominique Strauss-Kahn, le pape libidineux du FMI, a craché le morceau puisqu'il estime que les coffres des banques contiennent plus de 50 % de ces matières en voie de décomposition avancée.

Quant à penser que les grands gesticulateurs de ce monde que sont Barak Obama, Nicolas Sarkozy, Gordon Brown, etc., feront un sort aux paradis fiscaux, interdiront les marchés de gré à gré et les *hedge funds*, puis qu'ils établiront dans le même élan des règles drastiques pour encadrer la titrisation et les produits dérivés, c'est comme croire à ce qu'affirmait N.S. le 8 janvier 2008 à propos de son auguste personne : « L'authenticité se lit sur mon visage, je ne triche pas, je ne truque pas. »

Ici, puisqu'il est question de Fanfaron 1<sup>er</sup>, soyons sûrs qu'il mettra tout en œuvre pour moraliser le système financier et bancaire à sa manière, c'est-à-dire... en cognant comme un sourd sur la Sécurité sociale et les retraites. Forcément, ne s'agit-il pas d'institutions qui engraisent indûment des millions de capitalistes autrement appelés ouvriers, employés, chômeurs, retraités... ?

Quelle est la conclusion que nous serions bien avisés de retenir à propos de ce mauvais film dont nous sommes les acteurs fausement impuissants ? Plus belle sera la vie des exploités dès lors qu'ils se décideront à... jeter les riches dans les poubelles

Alen Somiador

## Mort du service public

Le Parlement français a adopté définitivement le projet de loi qui propose de modifier le statut de La Poste, vivement critiqué par l'opposition, mais surtout par les résultats du référendum populaire organisé en automne dernier et dont les résultats ont été dédaignés par les politiques...

## Retraites : le feu aux poudres ?

Xavier Darcos a estimé qu'il n'y avait pas « d'autre solution que de travailler plus longtemps » pour assurer le financement des retraites. Il a réaffirmé devant les sénateurs son intention d'aborder « sans faux-semblant » la question de la fonction publique à l'occasion du rendez-vous 2010 des retraites, qui devrait s'engager au printemps. Espérons que cela fera bouger enfin les foutes !

## Calabre : Violences anti-immigrés

Dans la petite ville de Rosarno en Calabre ont eu lieu de violentes attaques contre des immigrés par la population locale. Le bilan de ces violences s'établit à 67 blessés, dont 31 étrangers, 17 habitants italiens et 19 policiers, selon l'agence de presse Ansa. Certains étrangers ont été frappés avec des barres de fer, d'autres ont été renversés volontairement par des voitures, d'autres essayant des tirs de fusil. Deux blessés graves ont été comptabilisés, selon les services hospitaliers.

## Sans-papiers en colère

Après la manifestation parisienne qui a rassemblé samedi environ

2 000 personnes (dont une belle présence de la FA) défilant dans le froid pour réclamer la régularisation de tous les sans-papiers ou « plus de papiers du tout ! » (voir l'article p. 19), deux cent travailleurs étrangers ont occupé le hall d'entrée de la direction des impôts de Paris centre, rue de la Banque (2<sup>e</sup> arrondissement), pour dénoncer les injustices des sans-papiers au regard de l'impôt. Un des organisateurs de l'action a expliqué : « C'est une occupation pacifique, on laisse passer les gens qui veulent travailler, mais nous resterons là tant que nous n'aurons pas obtenu un rendez-vous avec la direction des impôts sur la situation des travailleurs sans papiers qui déclarent et paient leurs impôts, mais ne bénéficient d'aucun droit. »

## Identité nationale

Selon un sondage TNS Sofres, 48 % des Français ne sont pas intéressés par le débat sur l'identité nationale et 47 % le jugent inutile ! Dans ces cas-là, il ne faut pas insister !

## Une comédienne agressée par des intégristes

La comédienne Rayhana a été agressée dans la rue, alors qu'elle se rendait au théâtre, à la Maison des métallos, pour jouer dans la pièce dont elle est par ailleurs l'auteur. Elle a été agressée dans la rue par deux hommes qui l'ont aspergée d'essence avant de lui jeter une cigarette qui, fort heureusement, ne s'est pas enflammée. Et ces mots, emplis de

haine : « On t'avait prévenue. » Il faut dire que la Maison des métallos, rue Jean-Pierre-Timbaud, dans le XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, fait face à une mosquée d'intégristes et de fondamentalistes. Il est probable que le seul titre du spectacle – « À mon âge, je me cache encore pour fumer... » – lui vaut la haine des intégristes de tout poil. Cette tragédie féminine à huis clos raconte celle d'un pays, l'Algérie, et déchire les voiles dans lesquels certains, là-bas, ici comme dans le monde entier, voudraient enfermer les femmes. La Coordination française de la marche mondiale des femmes a condamné « cet acte intolérable de violence et apporte tout son soutien à Rayhana, aux comédiennes de la pièce ».

## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# Misère de la Sécurité sociale

## Sécurité sociale de misère

Pat O'Neil

**LA TRÊVE DES CONFISEURS** passée, les mauvaises nouvelles fusent : déremboursement des médicaments pris en charge à 35 %, des soins dentaires, des frais d'opticiens ou des indemnités journalières, etc., mais surtout des affections longue durée, par exemple les maladies cardiovasculaires ou certains types de diabète. À quand le tour des trithérapies pour les séropositifs ? Pendant ce temps-là, les dirigeants des mutuelles et des compagnies d'assurances se frottent les mains devant un pactole qui pourrait représenter 16 milliards d'euros.

Dernièrement, Mathieu Javaux révélait sur le site Internet *Basta* que depuis une quinzaine d'années, les cabinets de consultants ont poussé comme des champignons dans le milieu des « complémentaires-santé », y compris chez les mutuelles qui s'affichent « militantes ». Leurs honoraires avoisinent les 1 000 euros par jour, en échange de leurs « précieux conseils » en tous genres : transformation des sociétaires ou bénéficiaires de mutuelles en « clients », rentabilisation des actes de santé et cassage de la Sécurité sociale. Ils peuvent également donner leurs avis en cas de plans de licenciements...

Pour rappel historique, la différence entre le régime obligatoire – la Sécurité sociale – et les mutuelles et assurances complémentaires est fondamentale. Le premier offre les mêmes remboursements à tous et les cotisations sont proportionnelles au salaire de l'assuré. En revanche, le régime complémentaire repose sur une multitude de contrats en tous genres établis selon des critères basés sur l'âge, les revenus, tandis que les assureurs demandent en général des renseignements médicaux. À ce jour, les mutuelles sont des organismes à but non lucratif, tandis que les compagnies d'assurances se doivent de rémunérer leurs gourmands actionnaires. Exerçant mon métier dans une revue professionnelle du secteur, j'ai

pu en effet constater combien les propositions des compagnies foisonnent sur le marché, afin d'acquérir des parts du marché du régime complémentaire. De plus, le secteur de la mutualité traditionnellement et historiquement plus attaché à la protection sociale a énormément évolué ces dernières années, les grandes mutuelles ont créé des structures communes et d'autres ont transformé habilement leurs statuts, afin de pouvoir faire des bénéfices.

### Les experts de mes deux expertises !

Les préoccupations des consultants travaillant pour les assureurs ne tournent pas autour du déficit de la Sécurité sociale, tandis qu'Act-Up Paris révélait qu'en 2009, les exonérations de cotisations de Sécurité sociale se sont élevées à 30,7 milliards d'euros. Les principaux bénéficiaires de ce phénomène sont les entreprises, qui ont bénéficié en 2008 de 28,8 milliards d'euros d'exonérations. Les employeurs sont notamment exonérés de cotisations patronales de Sécurité sociale sur les bas salaires – ces exonérations ont représenté 21,4 milliards en 2008. Ils ont également profité d'allègements sur les heures supplémentaires à hauteur de 2,8 milliards), cette mesure datant d'octobre 2007. Depuis, la liste des exonérations s'allonge de plus en plus au fil des ans : apprentissage, emploi à domicile, contrats aidés, zones franches urbaines, et, parmi les dispositions les plus récentes, rachat de jours RTT et dispositif « zéro charge » pour les entreprises de moins de dix salariés.

Mais les consultants aux tarifs exorbitants se gardent bien de commenter ces chiffres et dispositifs favorables aux patrons. Ils ne s'occupent pas non plus des moyens à mettre en œuvre pour reboucher le trou de la sécu. En revanche, ils cultivent de grandes idées sur comment réduire les dépenses. Rien de plus



facile : pour eux, il suffit de s'attaquer aux dépenses. En premier lieu – ce que redoutent le plus les associations de grands malades – sur les « affections de longue durée » (ALD), qui représentent le premier poste des dépenses de la Sécurité sociale, prises en charge à 100 % par le régime obligatoire. Sont concernées les personnes porteuses d'un cancer, les séropositifs, les diabétiques et certaines personnes âgées atteintes de maladies dégénératives. 60 % des remboursements de l'assurance-maladie concernent 15 % des personnes assurées, qui sont en ALD. Selon le rapport de Jalma, un des cabinets de consultants travaillant pour les assureurs, 5 % des assurés en ALD, soit 0,7 % de la population (420 000 personnes), perçoivent en moyenne 70 000 euros de remboursement des régimes obligatoires par an, soit 25 % des prestations de la Sécurité sociale. La présentation de l'ALD uniquement par l'alignement de chiffres relève déjà d'une démarche qui a tendance à mélanger les pathologies, mais plus grave consiste surtout à stigmatiser les personnes qui « coûtent le plus cher » à la sécu.

Or, si les maladies couvertes par l'ALD étaient partiellement déremboursées, cela pourrait représenter un transfert potentiel de plusieurs milliards d'euros vers les organismes complémentaires. Mais, comment faire passer la pilule sans risquer la colère des associations de défense des malades très inquiètes par ces circonvolutions ? Le cabinet Jalma propose donc une première solution qui consisterait en l'instauration d'un ticket modérateur de 10 % en trois ans à partir de 2011. Concrètement, la Sécurité sociale ne rembourserait aux malades en ALD que 95 % puis 90 % au lieu des 100 %. La seconde proposition consisterait à « restreindre l'accès au régime ALD selon les recommandations de la Haute autorité de santé ».

Plusieurs ALD (maladies cardiovasculaires, affections liées à l'hypertension artérielle – comme le diabète – ou la tuberculose) seraient exclues des remboursements intégraux. De fait, des millions de personnes ne seraient plus prises en charge à 100 % par la Sécu, ce qui provoquerait une hausse sans précédent des cotisations aux complémentaires-santé. Un système qui naturellement serait un arrêt de mort pour les personnes exposées les plus démunies.

Mais les « experts » en arnaque de ce cabinet de consultants proposent également d'autres mesures pour stopper les dépenses, comme la remise en cause du remboursement par la Sécu de ce qu'ils considèrent comme relevant du petit risque : le petit appareillage (bas de contention, matériel orthopédique par exemple), les médicaments à vignette bleue (pris en charge à 35 %), plus les soins dentaires ou les frais d'opticiens, déjà presque intégralement à la charge des complémentaires santé. Au total, 16 milliards d'euros seraient ainsi transférés aux organismes complémentaires chaque année.

## 95 % des Français favorables au 100 %

Cependant, à ce niveau de la réflexion, il est important de souligner qu'aujourd'hui en France, 7 % de la population n'est pas couverte en complémentaire santé (ni en CMU complémentaire). De plus, au grand dam des « experts », les Français, quand ils sont interrogés, sont encore très attachés aux principes de la solidarité et de la mutualisation tels qu'exprimés dans les principes de la Sécurité sociale. 95 % des sondés considèrent que la prise en charge à 100 % des ALD est justifiée, contre 4 % qui estiment le contraire.

Alors, pour ne pas trop aller à contre-courant, nos experts de nos deux expertises ressortent comme un trophée leur cher bouclier sanitaire, qui consisterait à maintenir le 100 % pour les personnes dont les revenus seraient inférieurs à un certain plafond, sans aucune information plus précise sur son montant. Et les personnes dépassant le plafond verraient alors leur ALD en partie transférée vers les complémentaires. À la fin de son rapport, le cabinet Jalma énumère les personnalités du secteur de la mutualité qui ont soutenu ces propositions. On y retrouve curieusement l'actuel et le futur président de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) qui couvre 37 millions de Français. Daniel Havis, PDG de la Matmut (surnommé dans le milieu l'homme aux huit Porsche), mais également Guillaume Sarkozy, directeur général du groupe Malakoff Médéric et frère de l'omniprésident, et encore Guy Vallancien, chef du département d'urologie à l'Institut mutualiste Montsouris, médecin traitant de la Mutualité française et auteur d'un livre au titre rêvé par tout bon ultralibéral : *La Santé n'est pas un droit !*

## Couilles en or et lames en acier !

Le danger est non seulement de risquer que de plus en plus de personnes affectées par les maladies graves négligent leurs traitements et leur suivi préventif faute de revenus suffisants, mais également pour les personnes les plus favorisées de voir leurs cotisations de mutuelles doubler, il n'est pas exclu de voir apparaître à terme un ticket modérateur pour les malades les plus fragiles. Mais comment résister sinon en descendant massivement dans la rue pour sauver l'esprit de mutualisation et de solidarité ?

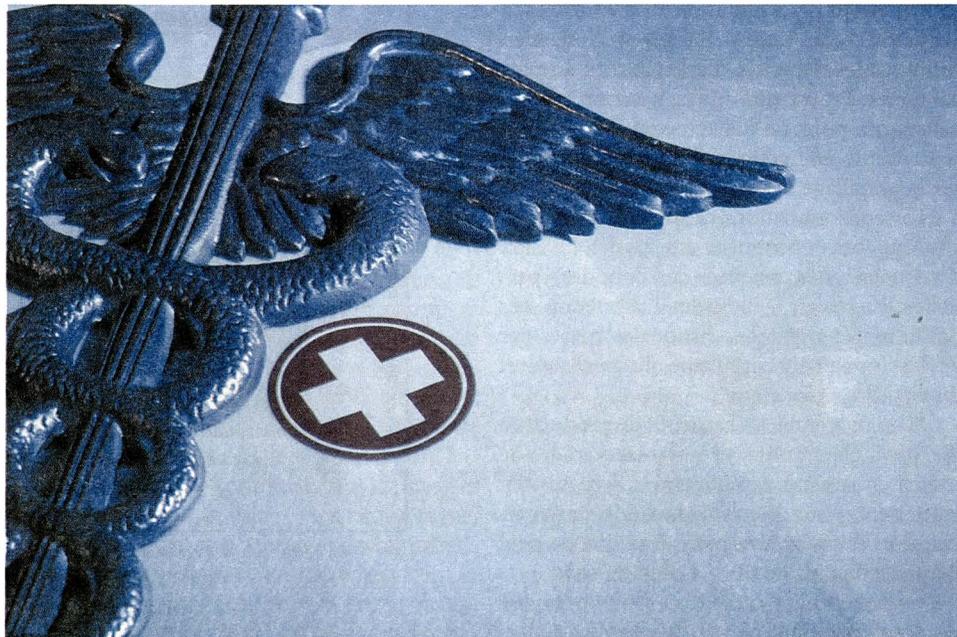
Et quand on tourne les yeux sur l'autre rive de l'Atlantique, on peut voir comme les grands labos et les grands lobbies de la santé se sont déchaînés au moment où Barak Obama tentait de revenir au principe d'une couverture santé presque universelle, devant l'hécatombe d'une santé laissée à la seule gestion des organismes privés et les ravages causés par le nombre croissant de personnes sans couvertures sanitaires et sociales. Mais quand il y a de la thune à se faire ! Alors comme le disait haut et fort la une du numéro spécial du *Monde libertaire* de cet hiver : « Tant qu'il y aura des couilles en or, il y aura des lames en acier. » À votre santé !

P. ON.



# Chronique d'une catastrophe avortée

L'épidémie de grippe dernier cru (A/H1N1) est officiellement terminée. En seize semaines, elle a touché environ 5 millions de personnes en France, tuant 240 personnes, soit 15 à 20 fois moins que lors des épidémies de grippe des années précédentes. Pourtant, quelque 2 milliards d'euros ont été engagés dans cette campagne de vaccination sans précédent, pour un résultat des plus modestes : environ 4 millions de personnes vaccinées (7 % de la population). Pourquoi un tel fiasco ? Et pourquoi un tel alarmisme ? Quand apparaissent les premiers cas de ce qui semble une nouvelle variante de la grippe en mars et avril 2009, au Mexique et très vite aux États-Unis, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) décrète qu'il s'agit d'une pandémie : à ce moment-là, la définition officiellement admise de ce terme tient compte de la gravité avérée de la maladie : puis, vers le mois de mai, on modifie cette définition, en ne retenant plus que le caractère de diffusion simultanée de la maladie dans des pays non frontaliers. Exit la mortalité. Car on s'aperçoit assez rapidement que cette grippe, qu'on a d'abord baptisée « mexicaine », puis « porcine », puis du nom plus savant « A/H1N1pdm », est moins grave que ce qu'on pensait. En tout cas, beaucoup moins mortelle que la redoutée grippe « aviaire » (de son nom savant H5N1), qui sévit de manière sporadique en Asie du Sud-Est. Pourquoi cette redéfinition ? Et pourquoi la mise en niveau 6 du plan pandémie grippale au niveau mondial ? En France, on en restera au niveau 5B. Dès le début de l'épidémie, on avait activé le plan qui initialement avait été élaboré en 2005, dans la perspective de l'émergence d'une pandémie de grippe aviaire : stockage massif de masques et de médicament antiviraux (le désormais célèbre



Tamiflu), lancement des chaînes de production de vaccins et précommande par les États de ces vaccins. Ils seront fabriqués en un temps record, très vite, et très mal testés, et obtiendront l'autorisation de commercialisation dans des délais inusités en temps normal. Mais c'est la menace d'une catastrophe : des « experts » prédisent à la fin de l'été 96 000 morts en France ! Mais les chiffres venant de l'hémisphère sud, qui est en hiver durant notre été, viennent démentir cette vision d'apocalypse : il y a moins de morts que durant les saisons de grippe habituelles... Qu'à cela ne tienne : le gouvernement français, qui s'appuie sur les recommandations des « experts » de l'OMS, et des « experts » français, décide de commander 94 millions de doses de vaccins (10 % de la production mondiale !), tablant sur un schéma de vaccination à deux injections et sur la mobilisation de toute la population. Les laboratoires pharmaceutiques se frottent les mains, leurs actions en bourse atteignent des sommets. Un plan média est lancé, fait de message de prévention, plutôt bienvenu (lavez-vous les mains, efficace et pas cher), et de catastrophisme : on annonce en une les décès de jeunes patients, on attise la peur pour inciter les foules à se faire vacciner dans des centres *ad hoc*, par du personnel réquisitionné : l'organisation de ces « vaccinodromes », comme on va les appeler dans le milieu médical, est piloté par le ministère de l'Intérieur, qui est le vrai patron de la cellule intergouvernementale

de crise mise en place à l'occasion de la « pandémie ». Malgré les appels réitérés de la ministre Roselyne Bachelot, qui a superbement ignoré et méprisé les médecins généralistes, la campagne de vaccination est un fiasco, au regard des moyens engagés. Un calcul rapide permet de chiffrer la dépense à 488 euros par personne vaccinée ! Alors que tous les ans les médecins généralistes vaccinent leurs patients les plus à risque sans problème, cette année ils ont été mis sur la touche, révélant par là même le peu d'estime dans laquelle ils sont tenus par les « experts » gouvernementaux et la ministre... Au final, on se retrouve avec un stock énorme de Tamiflu (30 % des stocks mondiaux), qui arrive bientôt à péremption : la Direction générale de la santé a demandé récemment aux médecins de le prescrire devant toute atteinte ressemblant de près ou de loin à un syndrome grippal, au mépris des données scientifiques et de la sécurité des patients. La ministre annonce qu'elle a résilié les contrats de commande des vaccins : quel sera le coût des indemnités que les industriels ne vont pas manquer de réclamer ? Les 2 milliards d'euros dépensés représentent trois fois le déficit cumulé des hôpitaux français. Cette affaire illustre bien la manière dont l'État gère la question sanitaire : dirigisme, expertise et centralisme. Pour le plus grand profit des intérêts privés, et au détriment de la population.

Moriel

# Retour à la bougie

## Le nucléaire ne suffit pas

EN ÉTÉ, QUAND il y a pollution à l'ozone, c'est à cause du beau temps. En hiver, c'est bien connu, si les dépenses d'énergie sont au plus haut, c'est à cause du froid... Raccourcis journalistiques pour ne pas remettre en question la boulimie énergétique d'un système fondé sur le gaspillage des ressources.

Les consommations de pointe en électricité, qui ont récemment atteint des niveaux maximaux et occasionné des coupures partielles du réseau<sup>1</sup>, illustrent l'aberration des politiques énergétiques nationales basées sur le développement simultané du nucléaire et du chauffage électrique.

Si en moyenne, les capacités de production du parc électronucléaire français sont (de moins en moins) excédentaires, il en va tout autrement pour la consommation instantanée : lors des pics hivernaux, la demande peut dépasser de plus de 50 % l'offre de base !

Ce phénomène est le fruit d'une politique de développement massif du chauffage électrique depuis les années 1970, porté par le mythe d'une énergie abondante et bon marché. Relancé par de grandes campagnes de communication d'EDF à la fin des années 1990, il représente près de trois quarts de la construction neuve<sup>2</sup>, si bien qu'aujourd'hui, plus de la moitié du parc de chauffage électrique européen est français<sup>3</sup> !

Le chauffage électrique bénéficie de nombreux promoteurs (constructeurs de logements, fabricants de convecteurs) qui mettent en avant son faible coût à l'installation ; il profite aussi d'une réglementation permissive pour l'électricité, exemptée du projet de taxe carbone et favorisée par la réglementation thermique qui autorise le double de consommation d'énergie par rapport aux autres combustibles.

Et l'usager paie une note deux fois plus chère que la plupart des solutions concurrentes<sup>4</sup>, aggravant un peu plus la précarité énergétique qui touche aujourd'hui plus de 3,4 millions de ménages<sup>5</sup>.

En outre, le rendement du chauffage électrique est particulièrement mauvais : il consomme quatre fois plus d'énergie qu'il n'en restitue. C'est pour cette raison qu'il est interdit dans des pays comme la Suisse ou le Danemark.

En période de pointe, la demande en électricité est telle qu'il faut compléter les approvisionnements par des centrales fortement émettrices de CO<sub>2</sub> (gaz, charbon et fioul) et recourir aux importations au plus mauvais

moment, lorsque l'énergie est la plus coûteuse. L'indépendance énergétique apparaît alors comme un leurre quand on sait que depuis 2004, l'Allemagne, qui a programmé la sortie du nucléaire, est devenue exportatrice nette d'électricité vers la France<sup>6</sup> !

Sur ces questions énergétiques, une société capitaliste condamnée à (et par) la croissance ne peut actionner que deux leviers. Le développement de l'offre, qui passe par la construction pourtant inacceptable de nouveaux réacteurs nucléaires. Le recours aux technologies « propres », dont le délirant projet de développement massif de la voiture électrique, qui viendrait aggraver la surcharge du réseau.

Mais les gains liés aux progrès technologiques sont régulièrement annihilés parce qu'on appelle l'effet rebond. À titre d'exemple, une étude menée en 2006 a pu montrer l'absurdité de la course au gigantisme des téléviseurs à écrans plats : ainsi, « les possesseurs d'une seule TV plasma ont perdu le bénéfice de toutes les économies d'énergie obtenues en dix ans sur le poste froid<sup>7</sup> ».

Pourtant, le problème énergétique est loin d'être insoluble. Le scénario construit par l'association Négawatt montre qu'il est possible de réduire fortement la consommation tout en se passant du nucléaire.

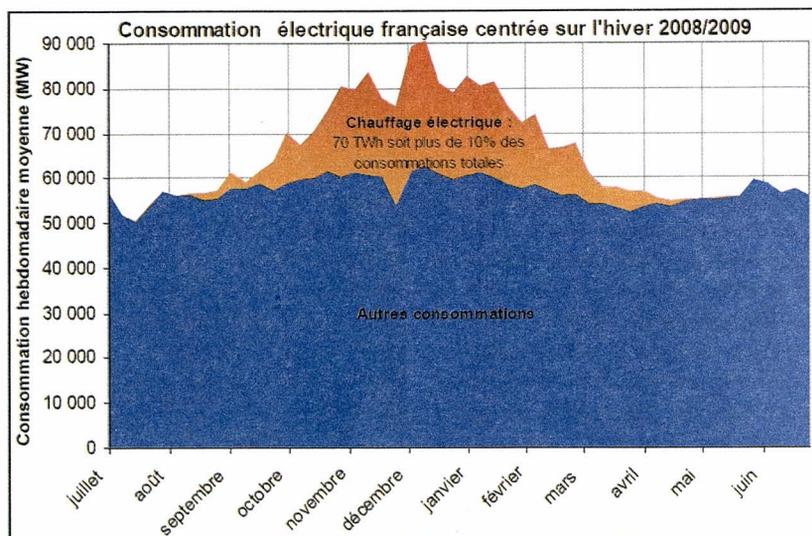
Celui-ci repose avant tout sur la mise en œuvre de la sobriété énergétique : plus que d'un effort individuel, il s'agit essentiellement d'orienter l'activité économique vers les économies d'énergie. Cet objectif est bien sûr

incompatible avec la croissance, qui ne reconnaît pas de limites et se nourrit, par essence, du « toujours plus ».

Pourtant, si nous n'étions pas entraînés dans cette logique individualiste consumériste, les marges de manœuvre seraient alors énormes. Pour parvenir à entrer en décroissance énergétique, il faudra impérativement mettre fin à cette société productiviste dont les choix de développement industriel sont dans la main de l'État et du capital. Et privilégier, à l'exact opposé du nucléaire, des solutions décentralisées favorisant l'autonomie énergétique des territoires.

Alex

Groupe Tous les maquis (FA),  
animateur des Mangeux d' terre sur Radio libertaire



variation saisonnière de la consommation d'électricité en France liée au chauffage électrique  
Source : Données RTE, analyse association négawatt

1. « Pointe » : puissance maximale appelée (en hiver, autour de 19 heures), qui a dépassé plusieurs fois les 90 GW en janvier, selon RTE, filiale d'EDF gestionnaire des réseaux de transports d'électricité de haute tension.

2. Données 2008 SOES-MEEDDM, citées par Négawatt.

3. Voir [www.negawatt.org](http://www.negawatt.org).

4. MEEDDM, base de données Pégase, citée par Négawatt.

5. Ménages consacrant plus de 10 % de leurs ressources pour l'énergie, *Le Monde*, 6 janvier 2010.

6. 12,6 TWh en 2008 selon RTE, soit l'équivalent de deux réacteurs nucléaires.

7. Novethic, 2 février 2007.

# Les présupposés du libéralisme

Jacques Langlois

**Le LIBÉRALISME REPOSE** sur des présupposés anthropologiques relatifs à la consistance de la nature humaine et de la société. Ils ont été tellement propulsés par l'idéologie, notamment économique ou politique, qu'ils sont en quelque sorte devenus une seconde nature inconsciente et refoulée; et que l'on ne saurait s'interroger sans faire s'écrouler l'édifice de carton-pâte qui est fondé sur ces prémisses tout à fait fausses, controvérsées et démenties par l'ethnologie moderne. Ces stéréotypes, ces bas-fonds de la *doxa* occidental-capitaliste, passent pour évidents et incontestables au point que la prophétie libérale sur la nature humaine s'est pour ainsi dire autoréalisée: car c'est bien sûr ces bases que les gens globalement se comportent et raisonnent.

Le premier fondement caché du libéralisme réside dans la nature pécheresse des hommes (tradition chrétienne depuis saint Augustin, mais aussi versant majoritaire de la pensée antique sur l'égoïsme intrinsèque et naturel des hommes; à l'exception notable d'Aristote qui voyait les hommes comme naturellement sociables, civiques et politiques). Cet égoïsme donne la base des conduites intéressées, c'est-à-dire guidées avant tout par la recherche de l'intérêt personnel. L'idée est courante au XVII<sup>e</sup> siècle chez les premiers penseurs des Lumières; lisons la Rochefoucauld et les matérialistes comme d'Holbach ou Helvétius; rappelons-nous que Kant parlait de l'inconfortable associabilité des hommes. Il y a là encore une exception avec Rousseau: « L'homme naît bon et la société le déprave. » À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la chose est généralisée sous forme d'utilitarisme dans lequel l'homme raisonne en fonction des peines et des plaisirs personnels. Bentham ajoute, en moraliste, que la conduite individuelle doit cependant être orientée par « la recherche du bonheur du plus grand nombre ». Ce qui suppose d'admettre qu'il puisse y avoir des personnes sacrifiées à cet optimum! De ce fait, l'égalité de dignité de chaque homme est jetée aux orties puisqu'il y a des individus que l'on peut exclure au nom du maximum de bonheur de la collectivité. Adam Smith a bâti son économie libérale sur l'inté-

rêt qui fait « que l'on n'attend pas son dîner de la bienveillance du boucher ». Mandeville révèle le pot aux roses en prétendant que les vices privés (vanité, égoïsme, rapacité, etc.) sont des vertus publiques puisque chacun maximisant son intérêt contribue à la croissance économique. Cependant, Smith, qui est aussi un moraliste de l'école écossaise (oui, ça existe), montre que l'intérêt matériel n'est pas le principe majeur de la sociabilité; c'est la sympathie, laquelle provient de ce que l'on respecte les riches et qu'on les imite puisqu'ils ont réussi et que l'on se mettrait bien à leur place. Il oublie toutefois que l'imitation peut se transformer en jalousie (avoir ce que les autres ont ou garder ce que l'on a) mais aussi en envie (détruire ce que les autres ont et que l'on n'a pas). Smith anticipe ainsi la « violence mimétique » chère à René Girard, violence qui débouche sur le sacrifice d'un bouc émissaire, le pauvre par exemple, ce raté sans mérite, fainéant, alcoolique, lapiniste, risquophobe si l'on en croit Malthus, Sarkozy et les élites libérales actuelles. C'est bien commode car l'existence des pauvres est en même temps la justification de leur sort et de la bonne image que le riche peut avoir de lui puisqu'il a réussi grâce à son travail et son talent. Autre apport (notez que cette pensée libérale dégueulasse émane en général des Anglo-saxons), celui du Rosbif Spencer qui transforma les idées de Darwin en « darwinisme social »: ce sont les plus adaptés à la concurrence dans le « *struggle for life* » qui sont les meilleurs; les exclus ne sont que des inadaptés à la compétition généralisée. L'économie néo-classique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle transformera l'intérêt en « utilité » et pourra alors se lancer dans une approche du calcul rationnel des utilités et des coûts d'opportunité par les individus. L'homme n'est plus seulement intéressé; il est aussi « rationnel », calculateur, « matérialiste »; il devient « *homo œconomicus* ». D'où les développements économicistes actuels sur « les anticipations rationnelles » (Robert Lucas) ou le « capital humain » (Gary Becker), tous deux lauréats du prix de la banque de Suède en l'honneur d'Alfred Nobel (dit faussement prix Nobel d'économie).

Le deuxième postulat naturaliste du libéralisme est que l'homme n'est qu'un individu et que la société n'est qu'une collection d'individus atomisés comme des petits pois dans une boîte. L'homme n'a pas d'enracinement, d'attaches dans des communautés; il s'est fait tout seul grâce à ses dons innés; il n'a pas été socialisé, normalisé, orienté dans une culture préexistante. On se demande même comment il acquiert le langage. Il est libre. Il se trouve cependant qu'il vit en société. Pourquoi? Deux réponses libérales apparaissent. D'une part, c'est son intérêt parce qu'il peut ainsi échanger et bénéficier des avantages de la division du travail, ce qui profite à tous, même aux plus pauvres puisqu'ils peuvent ainsi acheter moins cher et se spécialiser dans une activité rentable à condition « de travailler plus pour gagner plus », ce qui à la longue le fait accéder à la propriété acquise par son travail. D'autre part, isolé, l'homme ne peut pas défendre sa propriété, sa personne et sa descendance contre les autres; les engagements risquent de ne pas être tenus, les voleurs et les assassins rodent, la sécurité des biens et des personnes n'est pas assurée. On vit dans un contexte où « c'est la guerre de tous contre tous » car « l'homme est un loup pour l'homme ». Alors, suivant les analyses de Hobbes(cène), les hommes passent un « contrat social » pour assurer la paix et la propriété. Ce contrat, ce qui suppose des individus déjà rationnels par nature, consiste à ériger une puissance souveraine et absolue au-dessus des parties, un tiers neutre qui détiendra le pouvoir « de donner et de casser la loi » (Bodin) et le « monopole de la violence légitime » (Weber) pour faire respecter le contrat, les propriétés et la sécurité. Ce en quoi on voit que M. Sarkozy est hobbesien sans le savoir, de même qu'il ignore que

monarchie ne s'oppose pas à élection puisqu'il y a eu dans l'histoire des monarchies électives (réponse au directeur du baveux *Libération*, Laurent Joffrin, lors d'une conférence de presse du président en janvier 2008). Alors, dans le même mouvement, les hommes dépassent l'état de nature, créent la société civile et l'État politique. Ce qui implique que le pouvoir politique, comme l'avait déjà dit saint Thomas d'Aquin, est la conséquence des passions humaines tempérées par la « droite raison » qui pousse à organiser la sécurité des relations sociales et commerciales. Dès lors, s'opère en plus une coupure « naturelle » entre les passions, sources de division, et la raison qui fait admettre la nécessité d'un maître pour maintenir l'ordre. Coupure reprise par Descartes pour garder son Kant à soi. C'est un troisième axiome libéral: le pouvoir politique est supérieur et extérieur à la société.

Notons cependant un avis discordant quoique reposant sur les mêmes axiomes; celui de Hayek, pape du libéralisme moderne, ex-Autrichien devenu Gibby. La société, certes, n'est que la résultante des interactions individuelles intéressées. Mais cette conséquence n'implique pas un pouvoir politique, un État (hors les fonctions régaliennes) intervenant sur la société; celle-ci se construit spontanément dans un univers d'incertitudes que seul le marché (qui seul permet l'échange d'informations réduisant les aléas) peut coordonner. Et il fait cela automatiquement et bien mieux

que tout projet de changement porté par des réformistes ou pis, des révolutionnaires. Hayek naturalise ainsi le marché des passions et des intérêts, le rend mécanique et fatal, lui prête la qualité d'être « le meilleur des mondes possibles » car il harmonise tout. Voilà le conservatisme libéral justifié par l'évolutionnisme et le commerce, et ainsi tout projet, toute fin, tout but de changement et de signification ou de valeur morale des conduites sociales sont récusés a priori comme « constructiviste », c'est-à-dire théorique et non compatible avec la nature réelle des hommes et de la société.

Comme les hommes sont individualistes et mus par leurs passions égoïstes, comment se fait-il que la démocratie ait fait son appari-





ments réels, territoriaux ou professionnels ou associatifs. Ceux-là peuvent être consultés mais ils ne participent pas à l'élection et le pouvoir élu légalement (transformé en légitimité par M. Sarkozy) conserve en dernière instance la décision politique. Par ailleurs, les « constituants » (Français ou Américains) se sont méfiés de la « populace » ignare : ils ont pris leurs précautions pour que le peuple ne parvienne pas au pouvoir ; aux États-Unis, cela consiste à différencier et équilibrer les pouvoirs de façon que ni les représentants, ni les sénateurs, ni le président exécutif et son administration ne puissent décider sans l'accord des autres. C'est ce qui explique l'impuissance d'Obama qui n'est pas le messie, seulement le mais si...

tion ? Notons déjà que cette démocratie-là est en fait une procédure électorale atomistique établie pour désigner des « représentants » du peuple dans ce qui n'est qu'une « démocratie représentative » bourgeoise. Elle est donc très limitée, très ponctuelle, instantanée car réduite au seul moment du suffrage. Elle repose sur une coupure entre le peuple et le pouvoir politique, lequel ne peut être confié qu'à des gens cultivés et propriétaires (remplacés aujourd'hui par les experts). En effet, seul le propriétaire connaît son intérêt et est capable de raisonner correctement pour défendre ce qu'il a (d'où les débuts de la démocratie sous forme de suffrage censitaire). Elle élimine par construction l'expression des forces sociales réelles, c'est-à-dire des groupe-

Dans le même ordre d'idée, le pouvoir est équilibré entre les États et le pouvoir fédéral. De plus, aujourd'hui on constate que le pouvoir s'est éloigné dans des instances supranationales non élues et où les « experts », plus ou moins infiltrés par les lobbys, font la pluie et le beau temps.

Cependant la pseudo-démocratie a un grand mérite : elle permet de faire croire au peuple qu'il participe aux décisions, que son bien est pris en compte en tant qu'intérêt général ; de plus cela permet d'associer les représentants sociaux du peuple, comme les syndicalistes ou les associatifs, au système institutionnel, ce qui à la fois le légitime, rabaisse les exigences desdits représentants et les transforme en tigres de papier intéressés à la survie

du régime d'où ils tirent prestige, honneur, rémunération, signes de reconnaissance (voitures, logements, médailles, invitations dans les hautes sphères, etc.). La fausse démocratie camoufle que les représentants et dirigeants soi-disant élus font les lois qui favorisent leurs amis, c'est-à-dire le capital. Il importe donc de respecter sa façade en trompe-l'œil et à la Potemkine. Il importe de la maintenir, même comme coquille vide, pour perpétuer les croyances dans le caractère juste et sacré de la démocratie formelle et bourgeoise (Marx).

Un troisième fondement du libéralisme se trouve, en tant que corollaire du premier, dans le caractère fixiste, intemporel et universel (*rationae loci et temporis*) de la prétendue nature humaine égoïste, guerrière, compétitrice et individualiste. Pourtant, l'ethnologie et les sciences humaines ont montré depuis longtemps qu'il n'y avait pas de nature humaine sauf en ce qui concerne pour ainsi dire le câblage de départ qui donne à chaque homme et à chaque culture un potentiel, un univers de possibilités, que justement les cultures actualisent et transforment en spécificité ; et c'est la culture particulière, du reste évolutive et ouverte aux relations extérieures, qui produit l'essentiel des attitudes, des normes et des représentations des personnes vivant en société. De ce fait, on trouve encore des cultures qui cultivent l'entraide, l'altruisme, la solidarité, la coopération, la frugalité, l'égalité, le respect de la mère nature. Mais aussi l'honneur et l'héroïsme du sacrifice pour la communauté. Voilà bien des valeurs que le libéralisme, si j'ose dire, ne valorise pas avec sa morale de boutiquier consistant à dire « Enrichissez-vous », « Chacun pour soi et le marché pour tous », « Conduisez-vous comme Harpagon veillant sur sa cassette ou un enfant soucieux de grossir sa tirelire ».

J.L.

# Liberté

## pour les anarchistes de Mexico !

Nous diffusons ci-dessous un appel du Collectif autonome magoniste de Mexico, suivi d'un communiqué de la Croix noire anarchiste, en réponse aux arrestations d'anarchistes au Mexique. Dans un contexte de répression étatique contre les mouvements sociaux et contre le mouvement anarchiste, nous exprimons notre solidarité avec nos camarades mexicains et soutenons leur lutte contre la criminalisation du mouvement libertaire et contre l'État mexicain.

### Communiqué

À TOUT LE PEUPLE mexicain et aux organisations politiques et sociales.

Nous vivons dans une société qui montre une décomposition sociale évidente, produite par un État obsolète et une démocratie représentative où le peuple ne décide ni ne gouverne qu'à travers ses représentants. Tenter de limiter la participation de la société mexicaine, avec ses problèmes politiques économiques et sociaux, au seul suffrage universel, conduit aussitôt à l'aggravation de la crise d'un mode de gouvernement qui nous éloigne à chaque fois plus d'une solution aux besoins et demandes des citoyens. Au contraire cela ne crée aucun moyen de dialogue, rend ces demandes invisibles, et génère une escalade répressive.

Ainsi se développe récemment dans l'État mexicain une persécution contre les groupes anarchistes et libertaires à travers l'arrestation de leurs membres.

La violence institutionnelle qui s'est exercée dans ce contexte, la criminalisation de tous les mouvements sociaux qui ne sont pas d'accord avec le régime, ne sont pas des excès, ce ne sont pas des erreurs d'exécutants qui se résolvent en faisant tomber quelques têtes ou en réalisant une purge parmi les forces de police. La violence institutionnelle est le moyen qu'a choisi l'État pour se légitimer dans une société à chaque fois plus divisée et fragmentée. Mais ce ne sont jamais les pratiques répressives qui apportent les solutions dans une démocratie. La violence institutionnelle n'est donc pas un effet du dysfonctionnement du système; mais une façon de gouverner et un moyen de criminaliser des pratiques légitimes de protestation sociale.

Nous appelons tous les secteurs de la société, les organisations sociales en général et libertaires en particulier, à se mobiliser pour exiger l'arrêt de la criminalisation et des persécutions des luttes sociales dans notre pays et dans le monde.

**Cruz negra anarquista**  
le 20 décembre 2009

Secrétariat aux Relations internationales  
de la Fédération anarchiste



LE MARDI 15 DÉCEMBRE à 6 heures du matin, ont été arrêtés Abraham López Martínez et Carlos Orozco, âgés de 16 ans, et Fermin Gómez Trejo, âgé de 17 ans, accusés d'avoir lancé des cocktails Molotov sur des voitures stationnées dans un quartier du sud de Mexico. Leur arrestation fut réalisée après que des voisins aient averti la police des faits et qu'une patrouille ait croisé les trois jeunes. La famille d'Abraham déclare qu'ils ont appris les arrestations à environ une heure de l'après-midi, quand des membres de la police judiciaire se sont présentés à leur domicile pour les avertir. On n'avait pas permis aux détenus de téléphoner pour prévenir leurs familles.

Abraham est un jeune libertaire, étudiant au Colegio de Bachilleres. Il participe activement au collectif Tekap Anarchista de CCH Oriente<sup>1</sup>, qui fut réprimé il y a quelques semaines par les autorités universitaires.

Au moment où ces lignes sont écrites la situation des compagnons est incertaine, on sait qu'ils ont été présentés au Ministère public, bureau 65, et de là remis au Tribunal pour mineurs.

Nous appelons toutes et tous à se mobiliser pour obtenir la liberté immédiate de nos compagnons.

À bas les murs des prisons!

Vivre pour être libres ou mourir pour ne plus être esclaves

**Collectif autonome magoniste**

[colectivoautonomomagonista.blogspot.com](http://colectivoautonomomagonista.blogspot.com)  
[camadf@yahoo.com.mx](mailto:camadf@yahoo.com.mx)

1. Le Collège en sciences humaines Oriente appartient à l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM).

# La marche contre le blocus de Gaza

**Philippe**

Cercle Jean-Barrué

L'offensive israélienne dite « Plomb durci » de décembre 2008-janvier 2009 contre la bande de Gaza a fait 1 400 tués chez les Palestiniens (des civils, des femmes et des enfants) et 13 tués chez les Israéliens dont 3 civils. Depuis, ce territoire, libéré de ses colons israéliens, est soumis à un sévère blocus avec pour seule respiration les tunnels de contrebande de Rafah, ville-frontière égyptienne qui s'ouvre de temps à autre à l'aide humanitaire. Les seuls points de passage au nord et à l'est sont sous contrôle israélien.

Quels que soient les enchaînements de responsabilités, il est nécessaire de garder à l'esprit le contexte d'expansion coloniale d'Israël sur les territoires palestiniens, cela malgré un cadre juridique international fixé depuis 1948.

La Cisjordanie de son côté se voit morcelée, enserrée d'un mur, soumise à des successions de check-points et pillée de ses points d'eau.

À l'ouest, la Méditerranée est surveillée par des garde-côtes israéliens.

Après l'opération « Plomb durci », diverses associations ont réussi à acheminer de l'aide humanitaire. Ces actions pour briser le blocus ont donné l'idée à Code Pink, une ONG américaine, d'organiser une marche et d'inviter les mouvements du monde entier à converger vers Gaza. En France, deux collectifs ont répondu à l'initiative : la Coordination des comités européens pour la Palestine (ECCP) et CAPJPO-Europalastine. Mon choix s'est porté sur ce dernier groupe après une solidarité sans faille face à des situations de répression lors de précédentes campagnes pour le boycott des produits israéliens.

C'est donc contre cette situation intolérable par son intensité et sa durée que plus de 1 400 citoyens de 42 pays se sont retrouvés au Caire, pour rejoindre Gaza, pendant que quelques centaines se regroupaient à

Jérusalem. L'objectif était que les « Égyptiens » entrent dans la bande de Gaza lors d'une marche symbolique, tandis que le même jour, 31 décembre 2009, les « Israéliens » feraient une marche depuis Jérusalem vers le poste frontière d'Eretz. Du côté des « Israéliens », il faut évidemment noter la participation des Anarchistes contre le mur avec la Coalition des Palestiniens d'Israël (Ittijah), malheureusement nous ne pûmes nous rejoindre et ce beau programme a fait long feu par la volonté des autorités égyptiennes, israéliennes, américaines, françaises, etc.

Le dimanche 27 décembre, notre groupe de 300 Français avait donc rendez-vous à 19 h devant l'ambassade de France au Caire pour monter dans des bus dont la réservation avait été payée avant notre départ de France ; la compagnie de bus ayant fait état de suppression de son accréditation, elle demandait la caution de l'ambassade de France. À 23 h, nous apprenons que les bus ne partaient plus et que la compagnie ne voulait pas rembourser. Des discussions ne changeant rien à la situation, à minuit, tout le monde se précipite sur la chaussée et bloque la « 2 x 4 voies », la grande artère face à l'ambassade de France.

Cette transgression collective de la légalité fut un des actes fondateurs du collectif qui tiendra liés les « marcheurs » pendant cinq jours. D'autres, soucieux de légalité, se retrouvèrent pour se rendre à Gaza avec le Croissant rouge sous l'effigie de Mme Moubarak, l'épouse du président.

Pour notre collectif, la réponse a été sans ambiguïté : « Nous étions venus ensemble, c'était tous ou personne. »

Ce blocage dans la rue, moment de tension, durera trois heures, jusqu'à l'arrivée des canons à eau et des premières sommations en français des autorités égyptiennes. On se retrouve alors sur le trottoir, regroupés der-

rière des barrières de sécurité, surveillés par des appelés du contingent avec qui nous avons fini par fraterniser quand leurs chefs tournaient le dos. Des appelés encore plus mal lotis que nous : Pas de lacets aux brodequins, boutons arrachés, pas de sous-vêtements sous l'uniforme, mais surtout mal nourris (quelques-uns sont tombés dans les pommes pendant qu'ils nous gardaient) ; nous avons pu partager avec eux nos fruits, notre eau, etc.

Contenus sur ce trottoir, le flot de la circulation a repris chargeant l'air de pollution urbaine et de sable. Puis nous avons alors sorti nos duvets pour essayer de dormir.

Très vite, le problème a été l'hygiène de 300 personnes retenues sur une étroite portion de trottoir. L'ambassade de France a fini par nous ouvrir les portes d'un unique WC ; avec des attentes de deux heures et pouvoir passer par groupe de quatre.

Ce régime de faveur a connu un durcissement quand un Belge a tenté de s'ouvrir les veines dans l'ambassade. La mesure de rétorsion ne se fit pas attendre (seuls les Français ont le droit de se suicider dans l'ambassade). Notre accès à l'unique toilette fut alors soumis à présentation du passeport français. Après manifestation, le régime a fini par s'assouplir, avec l'ouverture de 2 WC supplémentaires en sous-sol, puis l'installation de 4 sanisettes dans le jardin.

Plusieurs mois avant le départ, des stages avaient été organisés avec Xavier Renou et les « désobéissants » ; une charte de non-violence et de désobéissance civile d'un fonctionnement totalement démocratique devait être signée par chaque participant.

Sur notre campement, après les hésitations du premier jour, la nourriture était achetée collectivement et redistribuée en fonction des besoins. Nous n'avons pas manqué de nourriture. Les achats se faisaient par échange au travers du mur policier ; par la

suite en négociant les entrées et les sorties ; et enfin librement.

On le voit, la vie au quotidien nous a pris beaucoup d'énergie mais nous avons tenu. Notre campement « décoré » de banderoles, de drapeaux, nous avons manifesté, chanté, lancé des slogans, crié notre union qui nous a

qui étaient restés debout. Les personnes assises s'étaient accrochées par les bras, faisant une sorte de chaîne humaine que la police défera lentement. Enfin, plus expérimentés, plus motivés, les cinq derniers assis étaient noués, bras et jambes emmêlés. C'est pourtant sans ménagement que la police les balancera sur le



fait accepter des conditions à la limite de la dignité humaine.

Notre résistance testée à sa juste valeur, le gouvernement égyptien a assoupli le dispositif, laissant à une extrémité du campement un passage fréquemment ouvert.

Ainsi, nous avons pu sortir et participer à quelques actions menées par d'autres internationaux : rassemblement devant le siège de l'ONU où commençait une grève de la faim menée par des juifs américains comme Hedi Epstein, rescapée des camps ; rassemblement au syndicat des journalistes contre l'empêchement qui leur était fait de nous approcher.

Des initiatives sont aussi parties de notre campement : l'organisation d'un marathon par le doyen de 82 ans et des plus jeunes, avec les T-shirts verts « Palestine vivra – Boycott Israël » ; décoration d'une des pyramides de Gizeh avec un immense drapeau palestinien hissé par huit personnes et resté dix minutes en place, le temps de la photo.

Tentative a été faite d'une marche le 31 décembre au Caire. Nous n'avons pas fait 20 mètres ; à peine partis, nous étions encerclés, bousculés, en premier les caméramen : il ne fallait pas montrer d'images sur ce qui se passait au Caire.

Quelques internationaux avaient choisi les techniques de résistance non violente de base, à savoir le sit-in (assis, la pression sur l'adversaire est moins forte et si l'on risque de se faire piétiner, on est plus difficile à déloger). Les premiers délogés ont d'ailleurs été ceux

trottoir par-dessus la rambarde. Il y eut quelques coups de poing policiers, une épaule démise, des côtes cassées, probablement écrasées sous une barrière de sécurité renversée ; j'ai vu un appareil photo arraché des mains d'une personne âgée et qui photographiait les scènes de répression.

Contingentés de nouveau sur le trottoir, après slogans, chants, déploiements de banderoles, nous avons pu improviser un meeting avec prise de parole des délégations françaises, américaines, écossaises, italiennes, indiennes, palestiniennes, japonaises, africaines du sud, canadiennes, philippines, anglaises, espagnoles, grecques, jordaniennes, etc., et parfois des traductions. Six heures plus tard, le rassemblement des internationaux se dispersa définitivement.

J'ai surtout remarqué la grande banderole du COSATU, syndicat sud-africain, rappelant la phrase de Mandela disant que les Africains du Sud ne seraient vraiment libres que lorsque les Palestiniens seraient libres. Ce fut aussi un incessant appel à amplifier à l'échelle du monde le boycott des produits israéliens.

Il faut savoir que plusieurs délégations américaines et franco-canadiennes retenues manifestèrent devant leur hôtel toute une matinée avec une banderole.

Nous avons fait une dernière assemblée générale de bilan avant le départ et le rangement du camp « afin qu'une image d'un trottoir laissée dégueulasse ne soit pas utilisée pour dénigrer encore plus notre mouvement ».

Cela fut aussi l'occasion d'appeler à soutenir Sakina, la militante de Bordeaux poursuivie pour avoir apposé deux autocollants appelant au boycott et poursuivie pour « provocation à la discrimination nationale, religieuse et raciale » au prétexte que le boycott porterait tort à des travailleurs israéliens<sup>1</sup>.

Cette réunion internationale du Caire a débouché sur un appel international pour renforcer le boycott partout dans le monde, appelant à une tournée mondiale de syndicalistes sud-africains et de syndicalistes palestiniens relayés par les syndicalistes des pays traversés.

Notre avion a décollé le samedi 2 janvier ; nous laissons le monde inchangé derrière nous, mais en ayant témoigné d'une volonté de solidarité au-delà des frontières nationales, religieuses ou « raciales ».

Pourquoi le gouvernement égyptien nous a-t-il bloqués au Caire, endroit où nous avons des moyens de communiquer avec le monde entier ?

Pour que nous dépensions nos devises au Caire plutôt qu'à Gaza ?

Ont-ils été surpris pas notre détermination ?

Notre présence pouvait-elle apparaître comme une opportunité ?

Il faut dire l'importance, médiatiquement, du campement devant l'ambassade de France, par sa durée, par son dynamisme, son nombre, sa diversité : jeunes musulmans, certains à la casquette à l'envers, vieux militants catholiques, athées convaincus, syndicalistes, sportifs, chanteurs et musiciens, enseignants, un astrophysicien, un évêque sans territoire, un candidat politique, une sénatrice, des militants de l'action directe non violente, des anarchistes même. Beaucoup de vidéos ont pu être faites et n'ont cessé de tourner sur le net.

Bien sûr, tout n'a pas été rose. La promiscuité, la difficulté à échanger à cause du bruit, la distance d'un bout du campement tout en longueur à l'autre, parfois des informations n'ont pas été relayées ou pas entendues. Donc, il y a eu des engueulades, des cris. Il y a eu aussi des pratiques paranoïaques, des rejets de personnes prises pour des flics, des inquiétudes sur la quantité de nourriture. Mais, il y a eu la volonté de mettre en œuvre des pratiques de démocratie directe, en tout cas de débat collectif, et de faire vivre la solidarité au-delà des frontières, de toutes les frontières.

Un petit bout de l'internationalisme qui se cherche depuis de siècles?! Un petit souffle d'espoir, tout petit mais si vital que nous ne devons pas le laisser se tarir. C'est aussi en nous attachant à ces interstices du monde où se développe la vie, que nous, anarchistes, pouvons participer à changer le monde.

Un peu « nous ne sommes rien, soyons tout! » **P.**

1. Procès le 13 janvier. Signez la pétition de soutien sur [www.mesopinions.com](http://www.mesopinions.com).

# Pleurer dans la benne à ordure

**ATTENDRISSANTE NAÏVETÉ ?** Ou coupable paresse intellectuelle ? On ne sait quel jugement porter, à la lecture du *Journal d'un médecin du travail*, *La souffrance au travail* de Dorothée Ramaut. Ce livre ressemble à tant d'autres, écologistes par exemple, qui déplorent avec force détails affolants, force statistiques inquiétantes, l'état de la planète ou du ciel ou de l'océan, sans s'en prendre au vrai coupable, le capitalisme. De même ici ; on est pris par le récit du réveil d'une femme, médecin du travail qui comprend petit à petit (elle y met le temps) que dans son hypermarché, non seulement la hiérarchie détruit les employés, ainsi que la gestion par objectifs, le culte imbécile de la performance, l'obsession du chiffre détruisent jusqu'aux petits chefs, jusqu'aux kapos de rayon, jusqu'aux roquets des possédants. Mais jamais Mme Ramaut ne se demande si ce broyage savant, implacable, des êtres humains mis à la disposition de la marchandise est dû au système en général, plutôt qu'à la simple et particulière ignominie des dirigeants de sa chaîne d'hypermarchés.

Ronald Creagh qualifie souvent notre société d'autiste. Je l'approuve, quoique cet autisme me semble en réalité synonyme d'incapacité à remonter aux sources des problèmes, dans un sens, et dans l'autre sens, à dérouler jusqu'à leur terme toutes les conséquences des choix et des politiques.

Cette objection posée, le livre abonde en vignettes frappantes : « Je me souviens d'un chef de rayon d'une trentaine d'années, très grand, bel homme, à la carrure d'athlète, je le voyais déjà depuis quelques années. Il manifestait toujours son agacement à venir « perdre son temps » à la visite médicale, il avait du travail à faire, lui (sous-entendu, vous, vous ne travaillez pas...). Il disait ne souffrir de rien, aller très bien. Et puis, un jour, lors d'une visite médicale, je l'ai simplement questionné sur ses horaires et je lui ai demandé comment, avec une telle amplitude de présence dans le magasin, il gérait sa vie privée. Le silence s'est alors installé, lourd et pesant, il s'est mis à faire des grimaces pour retenir ses larmes puis a sangloté bruyamment. Ce bel athlète s'est écroulé, et il a pleuré comme un tout petit bébé. Cela m'a paru durer une éternité. Quand la charge émotionnelle est retombée, il s'est levé et il est parti sans prononcer un mot. Nous n'avons jamais reparlé de ce moment. »

Voilà l'intérêt de ce livre, en ces temps où les cadres de France-Télécom commettent l'erreur de se tirer des balles dans la tempe, au lieu de tirer ailleurs... Des millions et des millions de gens, dans tous les pays capitalistes, ont cru, parce qu'ils ne se salissaient pas les mains pour gagner leur vie, parce qu'ils allaient au bureau et non à l'usine, parce qu'ils portaient veste et cravate au travail, voire parce qu'on les appelait

« cadres », qu'ils étaient passés du côté des puissants, des riches, des décideurs. Jusque vers 1990, ces millions de vanités refusant de penser plus loin que leur cravate se sont cru en route vers les sommets, se sont cru du camp des grands. Le réveil est doublement rude : se voir appliquer la même sauvagerie qu'on leur demandait d'infliger aux ouvriers, aux femmes, aux jeunes, d'une part, et d'autre part comprendre que, si l'on n'est pas né où il faut, le pouvoir est comme l'horizon : plus on s'en rapproche, plus il s'éloigne.

Le capitalisme est une fuite à l'infini, à l'infini des profits pour les maîtres, une course sans fin, sans trêve pour tous les autres.

Lisez... : « Beaucoup de chefs et d'employés sont en grande souffrance et me racontent les « tuyaux » et conseils qu'on se passe entre collègues qui craquent : « Pour pleurer, va te planquer en réserve, aux toilettes ou à la benne à ordures. T'es tranquille un tout petit moment, ça va te faire du bien. Il vaut mieux chialer un bon coup et revenir que de t'énerver et de dire n'importe quoi au chef ! » »

La benne à ordures ! C'étaient les bicots, c'étaient les crétins à gros doigts et petits neurones, c'étaient les porteurs de marcel qui étaient censés n'avoir que la benne à ordures pour se consoler ! Le chef de rayon, le contre-maître, la chargée de mission au département des ressources humaines découvrent à leur grand dam qu'eux aussi pleurent, eux aussi souffrent, eux aussi se suicident.

Terminons, hélas, par une vignette plus révélatrice que l'auteur ne le croit. Elle a longuement décrit les exactions d'une brute, un chef de rayon appelé Louis, qui lui donne du pain sur la planche, car, avec ses manières de botté-casquette, il envoie en dépression ou à l'hôpital toutes ses employées. « Début septembre 2004. Le rayon de Louis est en difficulté faute de bras... Les autres chefs, le directeur, le personnel administratif même viennent donner un coup de main en remplissant les linéaires ! Mais personne, apparemment, ne cherche à comprendre l'origine du malaise. »

Malaise ? Seulement « malaise » ? Madame Ramaut... vous non plus, vous ne comprenez pas grand-chose.

Nestor Potkine



Dorothée Ramaut. *Journal d'un médecin du travail, La souffrance au travail*. Éditions J'ai lu.

# L'étoile qui scintille

*Bright Star* de Jane Campion

« A thing of beauty is a joy for ever. »  
(Un objet de beauté est joie pour l'éternité.)  
John Keats

« Beauty is truth, truth beauty that is all...  
Ye know on earth and all ye need to know. »  
(Beauté est vérité... tout ce qu'il faut savoir sur Terre.)

**PRISE DE RISQUE** du côté de la poésie : John Keats (1795-1821) est redécouvert... Prise de risque du côté de l'amour, *Bright Star* parle de l'unique amour du poète tel qu'il s'est cristallisé dans ses poèmes et qu'il a été exprimé dans les lettres que Keats adressa à Fanny Brawne... Le berceau de cet amour est les années passées avec son ami Charles Brown en Écosse. Fanny est leur voisine de palier, elle n'a que 18 ans, quand ils se fiancent en 1818... mais Keats meurt de tuberculose à Rome avant qu'ils n'aient pu concrétiser leur amour et se marier.

Film fait d'émotions et de sensations, *Bright Star* est aussi un film de réminiscences. Tous les films de Jane Campion sont là en filigrane, défilent avec des couleurs, des scènes emblématiques : ils se réveillent dans notre souvenir pour mieux briller. La brune Fanny Brawne (aux yeux bleus, spécifient les biographes) est flanquée d'une petite sœur aux boucles rouges... Dans *An Angel at my table*, l'adaptation du livre de Janet Frame, Campion plantait une gamine à la chevelure flamboyante au milieu d'un champ vert ! Dans *Portrait of a Lady* d'après Henry James, c'était Nicole Kidman qui porta costumes et chapeaux avec une élégance rare, dans *Le Piano* aussi, les robes et couvre-chef datent de cette époque, mais sont toujours adaptés aux circonstances. Quand les vêtements risqueraient d'entraver la liberté de mouvement,

on les transforme, on se libère du corset comme de tout ce qui pourrait entraver le plaisir. *Bright Star* est à nouveau un film en costumes : Fanny Brawne porte évidemment des vêtements d'époque et des chapeaux, mais dans le film, c'est elle la créatrice de ses vêtements, une brodeuse de génie, avec ses petites mains, elle fait de la haute couture. La cinéaste Jane Campion ne réfléchit pas seulement sur le rôle du vêtement. Elle transforme les tenues en preuves d'amour. L'originalité et le talent de Fanny Brawne, c'est justement le fait qu'elle crée ses propres robes et celles des autres. Ses plissés s'inspirent de la forme d'une fraise et sont déjà modernes comme si elle avait regardé les tissus japonais de la création contemporaine. Ainsi les robes style empire sont transformées et ceci radicalement. La cinéaste crée même une sorte de compétition entre la création dans des domaines aussi différents que l'écriture et la couture. Les deux nécessitent deux mains : Keats les utilise pour écrire ses poèmes, Fanny les emploie pour broder et coudre. La réalisatrice fait coexister sans hiérarchie deux façons de créer, dont une au moins n'est pas tellement reconnue. Elle fait ainsi rivaliser création manuelle et le souffle de la poésie, venu du tourment des sentiments.

Résultat : tout le contraire d'un film à costumes. On se demande d'ailleurs, comment va-t-elle s'y prendre pour embrasser son poète avec les chapeaux qu'elle porte ? Eh bien, l'actrice et la réalisatrice ont dû y penser toutes les deux : quand le premier baiser devient inévitable, l'actrice qui joue Fanny Brawne, Abbie Cornish, enlève son chapeau qu'elle avait déjà légèrement poussé vers la droite pour se préparer de facto à faire de la place pour ce

premier baiser. En revanche, Kerry Fox, (la mère de Fanny Brawne), l'inoubliable « Janet Frame » du film cité plus haut n'a pas droit aux mêmes égards et ses chapeaux et coiffes sont bien vilaines. Alors qu'elle ne joue pas une mère ordinaire non plus : car même si elle n'encourage pas sa fille à s'attacher au poète sans le sous, elle finit par réellement aimer cet homme qui a du charme – comme son interprète Ben Wishaw d'ailleurs. Elle finit par comprendre la passion de sa fille en faisant preuve d'ouverture d'esprit et de soutien affectif dans une épreuve que la jeune Fanny n'allait peut-être pas pouvoir traverser seule sans dommages. Comment cette actrice si jeune traduit sa douleur en attitudes corporelles et en cris articulés à l'annonce de la mort de Keats, c'est réellement bouleversant.

Jane Campion est au sommet de son art. Elle a su s'entourer d'une équipe formidable, elle a choisi des interprètes aux visages exceptionnels et elle a fait confiance à son chef opérateur, Greig Fraser, qui réussit à créer des ambiances d'un raffinement exquis, et dans la nature et dans les extérieurs, et dans les chambres et dans les intérieurs. À lui seul, il arrive déjà à magnifier cette histoire d'amour après tout si chaste.

Que ce soit un champ de fleurs où se coucher ou une promenade enjouée, où les amoureux créent une intimité espiègle et s'embrassent quand les enfants qui les accompagnent, ne se retournent pas... Que ce soit une séance de broderie ou la sacro-sainte tasse de thé, le film vibre tout entier de ces âmes sensibles qui nous comblent de leurs floraisons de vers et de poésie. Le seul couac serait Mister Brown, l'ami bienfaiteur de Keats, témoin malveillant de leur histoire d'amour et l'ami lamentable des derniers jours qui s'émeut tout seul de son chagrin qu'il éprouve malgré tout. Pourquoi ce film s'appelle-t-il *Bright Star* ?

« Awake for ever in a sweet unrest ; Still, still to hear her tender-taken breath ; And so live ever-or else swoon to death » (John Keats, 1819).

Heike Hurst



D.R.

# Entre rétention et exploitation

Les sans-papiers en prennent plein la tronche

ENVIRON 2000 SOUTIENS et sans-papiers ont défilé samedi 9 janvier malgré le froid. À noter la présence des travailleurs sans-papiers du nettoyage CNT et d'un cortège conséquent de militants de la Fédération anarchiste en queue de manif, avec des sans-papiers qui tenaient la banderole « Ni États, ni frontières : liberté de circuler ! » La manifestation a remporté un vif succès en traversant les quartiers populaires du nord de Paris, mais tandis que les sans-papiers voulaient rejoindre l'Élysée (rien que ça !), un imposant dispositif policier barrait son accès à partir de la Madeleine provoquant la dispersion des manifestants.

Cette manifestation avait notamment pour objet de rappeler la condition des travailleurs sans-papiers au sein de la nouvelle politique de « gestion des flux migratoires » selon les critères de « l'immigration choisie », qui en fait consiste à s'adapter aux besoins en main-d'œuvre des pays d'Europe. Cette nouvelle manne de travailleurs sans statuts permettant aux patrons des pays riches d'accroître leurs profits sans aucune contrainte légale. Les secteurs comme le BTP, la restauration, le nettoyage et les travaux saisonniers demandent une main-d'œuvre flexible, adaptable aux besoins immédiats de la production.

Dans ce schéma, les travailleurs sans-papiers ne bénéficient donc d'aucun droit lié à leur statut, par exemple en cas d'accident, la menace permanente de l'arrestation et de l'expulsion plane en permanence sur eux. Un contexte qui renforce la tendance des patrons à les sous-payer, voire à ne pas les payer du tout (ce qui malheureusement n'est pas rare). De plus, ce nivellement par le bas des salaires et des conditions de travail permet au patronat de renforcer l'exploitation de tous.

Les grèves à répétition des sans-papiers montrent à quel point les patrons français et l'État ont besoin de cette main-d'œuvre, mais aussi comment, en s'organisant collectivement, les sans-papiers peuvent parfois leur tenir tête et obtenir des régularisations.

Mais la France n'est pas une exception, comme en a été le témoin la petite ville de Rosarno, en Calabre (Italie), qui a été la semaine dernière, le théâtre de violentes

manifestations d'immigrés (en majorité des travailleurs saisonniers souvent en situation irrégulière) qui protestaient contre des agressions dont certains d'entre eux avaient été la cible. Ces manifestations ont été marquées par des heurts avec la police, mais plus grave, le lendemain, une véritable « chasse aux immigrés » était organisée. Soixante-sept personnes ont été blessées dans les affrontements.

Pour rappel, dans cette partie de la Calabre, spécialisée dans la récolte saisonnière des agrumes et des olives, 4000 immigrés d'origine africaine triment chaque année dans les champs contrôlés par la mafia locale. Moyennant une vingtaine d'euros par jour, ces damnés de la terre qui ont fui la misère africaine travaillent quinze heures d'affilée, dorment avec les rats dans des baraques insalubres, sans eau, sans gaz ni électricité. La mafia prélève cinq euros par jour sur chaque salaire de misère, plus les frais d'hébergement. « Nous sommes des hommes, pas des bêtes », ont d'ailleurs hurlé les manifestants en incendiant les voitures durant le week-end.

Après deux jours de guérilla urbaine, la révolte de Rosarno a été matée par d'impressionnantes forces de police, comme si cela allait arranger les choses... Les renforts expédiés sur le terrain ont déplacé quelque 700 immigrés. Certains sont partis à pied, en train, en autobus pour fuir cette région qui ne veut plus d'eux. D'autres sont cachés dans les campagnes et attendent que la chasse à l'homme finisse. Mais cet épisode à la fois raciste et mafieux montre quelles dérives peuvent amener l'exploitation des travailleurs sans-papiers.

Enfin, la manifestation parisienne était l'occasion de rappeler que les 25, 26 et 27 janvier 2010, dix personnes vont être jugées pour la révolte qui a eu lieu au centre de rétention administrative de Vincennes et s'est soldé par un incendie. Les centres de rétention sont une des étapes entre l'arrestation et l'expulsion. Ils



servent à enfermer les étrangers, le temps de rassembler les conditions nécessaires aux expulsions, c'est-à-dire, un passeport ou un laissez-passer délivré par un consulat et une place dans un avion ou un bateau.

Pour rappel, le 21 juin 2008, Salem Souli, retenu dans le centre de Vincennes est décédé dans sa chambre après avoir en vain réclamé des soins médicaux. Le lendemain, une marche organisée par les retenus en sa mémoire a été violemment réprimée, provoquant une révolte collective, tandis que le feu était mis au centre de rétention. Entre juin 2008 et juin 2009 suivant l'incendie, une dizaine d'anciens retenus ont été arrêtés et incarcérés (pour la plupart pendant près d'un an) en détention préventive. Ils sont aujourd'hui inculpés de dégradation, destruction des bâtiments du centre de rétention de Vincennes et de violence à agent des forces de police.

Or, les centres de rétention, comme tous les camps pour migrants, sont des segments de frontières assassines de l'Europe de Schengen. Ce sont des lieux où les sans-droits et sans-papiers attendent, enfermés, parfois indéfiniment et sans jugement, où parfois l'on meurt faute de soin, où l'on se donne la mort plutôt que d'être expulsé ! Il faut donc en finir avec les frontières. Pour toutes ces raisons et parce qu'il n'y a pas de « bonne » gestion des flux migratoires, parce que chacun doit pouvoir décider où il veut vivre, la Fédération anarchiste est solidaire des inculpés de la révolte de l'incendie du centre de rétention de Vincennes. Nous réclamons la relaxe de tous les inculpés, la liberté de circulation et d'installation, la fermeture des centres de rétention et enfin : plus de papiers du tout !

Petr Pasek

# Le (bon) genre de Wendy Delorme

## Ayant choisi le genre féminin

Le patriarcat, plus que le capitalisme, a ceci de pernicieux qu'il passe parfois inaperçu et peut être intégré par ceux ou celles qui en sont les victimes. Parce que nous sommes nés avec des organes masculins ou féminins, nous serions assignés à certaines tâches – d'autres nous seraient interdites. Le très beau documentaire de Patric Jean, *La Domination masculine* (en ce moment sur quelques écrans) nous rappelle que le patriarcat n'est pas en voie de disparition. Or, il est parfois difficile d'admettre que ces catégories hommes/femmes sont en grande partie socialement construites. Naître avec des ovaires est une chose, mais en quoi cela prédisposerait-il au repli sur la sphère domestique, aux soins donnés aux enfants, aux salaires moins élevés ou à une sexualité tue ?

Parce que nous, anarchistes, sommes contre toutes les assignations (à une classe, une « race », à toutes catégories instituées par le pouvoir et créatrices d'inégalités) – nous dénonçons également la dictature du genre. Comme le rappelle Wendy Delorme, « on n'est pas femme forcément parce qu'on est née avec un vagin », même si l'assignation à la naissance « ça crée du lien, forcément », « quoi qu'on en fasse après ».

Et c'est cet « après » qui nous intéresse, dans l'expérience de Wendy Delorme, enseignante en sciences humaines et sociales à l'université, comédienne burlesque, performeuse X et écrivaine. Car pour elle, le choix du genre féminin est reconduit chaque jour. Le rôle est assumé, délibérément.

Car il ne faut pas s'y tromper : être femme n'est pas « naturel », la féminité (bien difficile à définir au demeurant) n'est jamais acquise ! Et l'écrivaine nous propose une série de tableaux bien vivants, parmi ceux et celles qui jouent avec les genres. Bienvenue dans le monde des fems, butchs, filles-pirates, bad-boys, riot girls, pédales radicales et trans en tout genre !

## La féminité « drapeau de la subversion »

Son dernier livre, *Insurrections ! en territoire sexuel*, a le mérite de nous faire percevoir clairement ce qui se joue dans le choix d'un genre sexuel – ce que Judith Butler a théorisé dans *Trouble dans le genre* (pour un féminisme de la subversion) paru en français aux éditions La Découverte en 2005. L'action des transgenres, des queers, des drag-queens et drag-kings a ceci de subversif qu'elle touche à l'un des fondements essentiels de l'ordre social : la différence des sexes.

Après son roman intitulé *Quatrième génération*, Wendy Delorme théorise ici ses choix sexuels en nous montrant ce qu'ils peuvent avoir de révolutionnaires. Elle se définit comme une féministe de la « quatrième génération », venant après la troisième, celle des féministes prosexes et anticensure de la pornographie.

En s'affirmant comme « fem », c'est-à-dire « une gouine qui n'a rien contre les jupes, les talons hauts, le vernis à ongle et le maquillage », elle met en évidence le rôle imposé par la féminité : « J'ai ça en commun avec les travestis et les drag-queen de savoir qu'être une femme, ça relève de la performance de théâtre au final, qu'on soit sur les planches d'un cabaret transformiste ou bien dans une salle de réunion à la Défense. Je sais que le matin (ou le soir) dans ma salle de bains je me fabrique, je me transforme en femme, parce que ce n'est pas une question de biologie être une femme, c'est en partie du déguisement, et surtout de la conviction d'en être une ».

## Bas résille et botte de combat

Solidaire avant tout, féministe jamais résignée face à la domination masculine, elle cherche à trouver sa voie dans un monde qui voudrait la cantonner au « sexe faible ». La lutte est plutôt une sorte de guérilla chez elle, qui avance masquée sous ses tatouages et son maquillage. « Tu collabores et tu subvertis, tu reproduis et tu



pourris de l'intérieur le monde qui t'a faite, tu es un vers dans la poutre qui te nourrit ».

Maniant avec brio l'autodérision et l'humour, avec distance et lucidité, Wendy Delorme remarque que : « On n'a rien inventé, mais ils ne cessent d'oublier. Alors on répète. Les mots du sexe et ceux de la révolution ».

Parce que le combat féministe est toujours à poursuivre. Parce que les révolutionnaires ne doivent jamais se contenter des slogans scandés par leurs aînés. Parce que chaque point de vue particulier est en soi subversif... Lisez ce témoignage « écrit d'un point de vue "particulier", d'un point de vue de fille énervée, qui s'insurge contre "la condition féminine" », écrit « de [sa] place de femme, avec [ses] tripes de femme, pas parfaite, pas pure, même pas politiquement correcte ». Et parce qu'il est rare de trouver une pratique de la sexualité si libre, si libertaire et si jouissive (« Il y en a qui sont sauvés par la Bible, moi c'est par les orgasmes ») : que votre lecture aussi soit jubilatoire.

Caroline Granier  
Groupe La Rue

Wendy Delorme, *Quatrième génération*, Grasset, 2007 et *Insurrections ! En territoire sexuel*, Au diable vauvert, 2009.



Affiche disponible à la librairie du Monde libertaire.

## Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

[www.librairie-publico.com](http://www.librairie-publico.com)

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

[www.trouverlapresse.com](http://www.trouverlapresse.com)

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez Le Monde libertaire le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



# Solo... tude

« Je serai le premier avant la mort et bras d'honneur à l'arrivée. »

Ce soir, c'est avec Roger que je suis triste. Avec ses soixante dix printemps pressés. Il y avait eu Ferré, mais surtout Brassens, quelques autres, chênes encore solides et puis Mano Solo. Ça l'avait foudroyé. Une rencontre ardente, une passion dévorante, sincère et éclairée. Et puis ce soir, l'absence, d'un ami, d'un musicien, d'un poète.

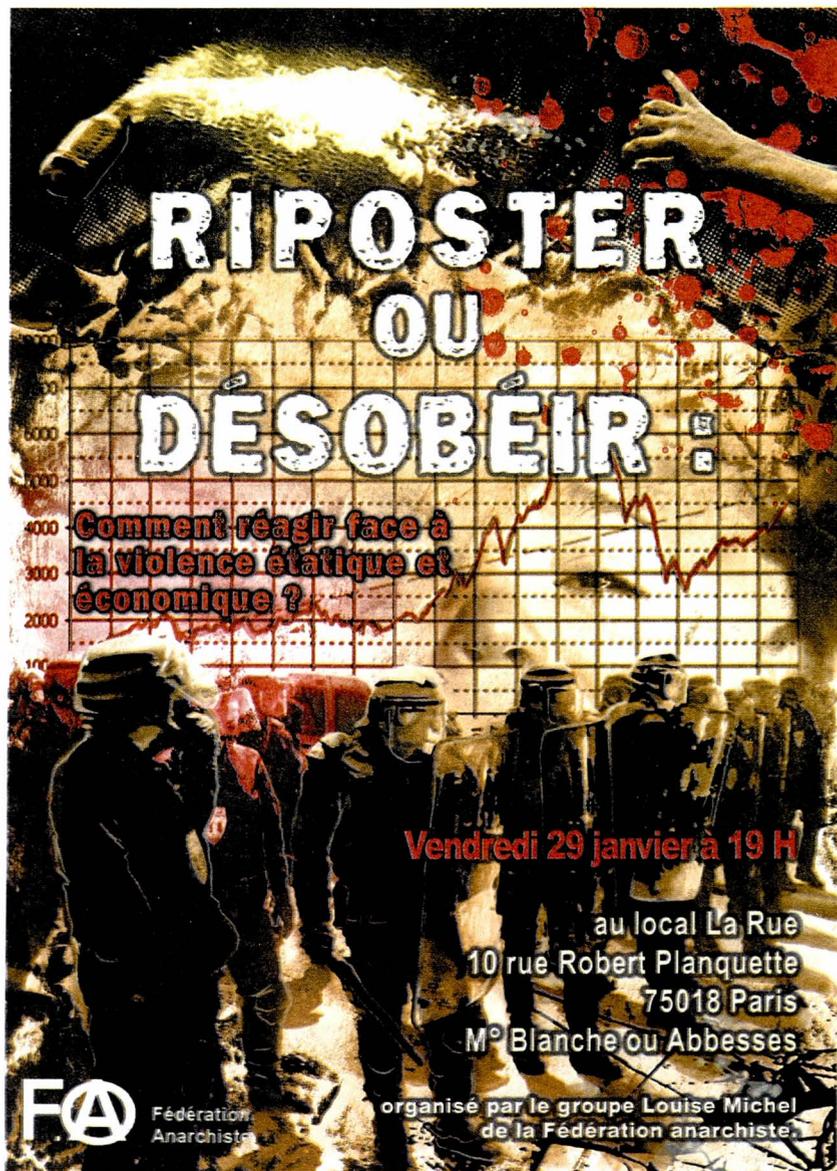
En ce soir froid, le souvenir d'une rencontre dans les studios de Radio libertaire, avec Papa Laurent et le Squale, une discussion épuisante de ce corps en combat que les mots accompagnaient. Une conviction chevillée au cœur, une énergie haut perchée, les mots de la dispute, et puis cette écorchure existentielle,

bien au-delà de la maladie, qui envahissait tout et sublimait la quête du poète qui savait si bien faire tinter les mots pour les mettre au diapason de l'émotion et de la raison, celle qu'il faut bien se faire. Mano Solo ne nous laisse jamais tranquille. Il suffit de faire claquer ses musiques dans notre cervelle encore chaude, elle, pour y rencontrer encore et toujours sa voix et son intimité, que nous partageons parce que nous le comprenions.

« À l'instant, à l'éternité de l'instant de l'amour (L. F.) », compagnon.

Monsieur Frédéric

Léo 38, Nuit noire,  
Radio libertaire



# Radio libertaire

## Jeudi 21 janvier

**Chronique hebdo (10 heures)** Commentaire de l'actualité avec le recul anarchiste.

**Radio cartable (14 heures)** La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

**Bibliomanie (15 heures)** Autour des livres.

**Petites annonces d'entraide (16 h 30)**

**Si vis pacem (18 heures)** Un bon élan pour, avec les Éditions Bérénice.

**Les enfants de Stonewall (19 h 30)** Émission gay et lesbienne.

## Vendredi 22 janvier

**Place aux fous (13 heures)** Entretien et session acoustique live avec The Gents, auteurs de *The Generous Thieves* (Les voleurs généreux). Dans la lignée de Cream et Police.

**Les oreilles libres (14 h 30)** Tai-Luc, le chanteur de « La Souris Déglinguée », à l'occasion de la sortie de l'album *As-tu déjà oublié ?* et du concert anniversaire 1979-2010, au Bataclan le 23 janvier.

**Koumbi (16 heures)** Chroniques africaines.

**Radio espéranto (17 h 30)** Émission de l'association SAT-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue Espéranto.

**Offensive (21 heures)** Libertaire et sociale.

## Samedi 23 janvier

**Chronique syndicale (11 h 30)** Luites et actualités sociales Dans le monde une classe en lutte (nouvelles internationales).

**Chroniques rebelles (13 h 30)** Théâtre: *Fièvre* de Wallace Shawn. Seule sur scène, Simona Maicanescu.

**Deux sous de scène (15 h 30)** Magazine de la chanson vivante.

**Bulles de rêve (17 heures)** Cinéma d'animation.

**Tribuna Latino Americana (19 heures)** Actualité politique de l'Amérique latine.

## Dimanche 24 janvier

**Goloss trouda (8 heures)** Émission franco-russe.

**Ni maître, ni dieu (10 heures)** Coordination des libres penseurs.

**La Plume noire (15 h 30)** Autour de deux ouvrages parus aux Éditions du Monde libertaire: *Études proudhonnienne*; *L'économie politique*, de René Berthier, et *Élisée Reclus, géographie et anarchie* de Philippe Pelletier.

**Échos et frémissements d'Irlande (18 h 30)** Musiques celtiques.

## Lundi 25 janvier

**Lundi matin (11 heures)** L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

**Le vivre ensemble (18 heures)** Végétarisme et cause animale.

**Le monde merveilleux du travail (19 h 30)** Actualité des luttes à Pôle emploi. Petite enfance et la manière dont les professionnels défendent leurs conditions de travail, avec la section CNT People and Baby (halte-garderie).

## Mardi 26 janvier

**Le Parisien libertaire (8 heures)** Rencontre avec Jérémie Nestel, rédacteur en chef de l'ouvrage *La Bataille Hadopi* (éd. In Libro Veritas Bibliotheca).

**Artracaille (11 heures)** La condition de l'artiste dans la cité.

**L'idée anarchiste (14 h 30)** Réflexion sur l'anarchisme.

**Pas de quartiers (18 heures)** En direct Christophe Darmangeat, pour son livre *Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était, aux origines de l'oppression des femmes*, où il sera fortement question d'ethnologie et particulièrement du sort réservé aux femmes depuis le paléolithique. Tous à vos transistors mesdames, demoiselles et vous les mecs aussi... Ça va siffler.

**Paroles d'associations (19 h 30)** Après avoir évoqué « les mensonges d'Éric Besson » (en mai dernier), Armelle, de RESF, vient faire un bilan d'étape: « Éric Besson au bout d'un an ».

## Mercredi 27 janvier

**La bibliothèque anarchiste (8 heures)** L'épopée makhnoviste, pleine de bruit, de fureur, de communisme libertaire et de plateformisme.

**Blues en liberté (10 h 30)** Tampa Red, guitar wizard oublié.

**Sans toit ni loi (12 heures)** Émission sur les mal-logés et la précarité.

**Le manège (14 heures)** Invité littéraire et cinéma.

**Femmes libres (18 h 30)** L'association Tostan s'appuie sur un programme d'éducation de base axé sur les droits humains, dont la réussite repose sur son approche respectueuse et autonomisante pour les communautés.

**Ras les murs (20 h 30)** Actualités des luttes des prisonniers.

89.4 MHz en région parisienne  
rl.federation-anarchiste.org

## Du mercredi au lundi jusqu'au 7 mars

### L'Isle-Adam (95)

De 14 heures à 18 heures.  
Exposition d'œuvres de Clovis Trouille. De *Remembrance*, qui fut à l'origine de sa découverte par les surréalistes en 1930, à *Mon enterrement*, jusqu'au célèbre *Ô! Calcutta! Calcutta*, le visiteur sera confronté à ses thèmes de prédilection : anticléricalisme, érotisme, monde du music-hall et du cirque. Centre d'art Henri-Lartigue, 31, Grande-Rue, 01 34 08 02 72. Entrée libre.

## Jeudi 21 janvier

### Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Pierre Kropotkine reçoit Michèle Lajoux pour son livre *Puisque la vie, c'est ça* (Le Cherche midi, 2009), évoquant sans tabou, sa jeunesse à Laon, capitale de l'Aisne. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque Sociale 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : 03 23 80 17 09.

## Vendredi 22 janvier

### Toulouse (31)

20 heures. Conférence-débat sur l'ordre sécuritaire organisée par la CGA-Toulouse avec Mathieu Rigouste, auteur de *L'Ennemi intérieur*. À l'Athénée Albert Camus 3, rue de Cugnaux.

### Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Finances : la débandade ? Second cours : Le système monétaire international : construction et déconstruction. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

### Paris XV<sup>e</sup>

20h 30. Soirée d'hommage à Carole Roussopoulos. Extraits de films et d'entretiens, diaporama. Prises de parole, chansons et musique. Pièce musicale *Pour Carole* par Duncan Yougerman

(2009). Ouverture du bar avec restauration légère dès 19 heures. Le Monfort Théâtre, 106, rue Brancion. Parc Georges-Brassens, métro Porte-de-Vanves. Entrée libre. Réservation au 01 56 08 33 88 ou par mail : reservation@lemonfort.fr

## Samedi 23 janvier

### Paris XI<sup>e</sup>

21 heures. Claudio Zaretti chante des chansons percutantes, nostalgiques ou endiablées. Moustache chante Brassens, Renaud et quelques autres. au Papille, 9, rue Godefroy-Cavaignac.

## Mardi 26 janvier

### Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Immigrés et sans-papiers : exploitation et répression sociale. Quatrième cours : Sans-papiers en lutte à Saint-Denis. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Génin, métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

## Mercredi 27 janvier

### Rennes (35)

20 heures Rencontre avec un militant libertaire mexicain membre de Vocal (Voix d'Oaxaca construisant l'autonomie et la liberté), organisé par le groupe anarchiste La Digne Rage. Projection de films suivi d'un débat. Chez Ramon et Pedro, 43, rue Duhamel (métro Gare).

## Jeudi 28 janvier

### Angoulême (16)

Jean-Pierre Levaray et Efix au Festival d'Angoulême, pendant la durée du festival, jusqu'au 31 janvier, rencontres, dédicaces, apéros, débat (le samedi soir) et concert. À la Maison des Peuples et de la Paix, 50, rue Hergé.

## Vendredi 29 janvier

### Vannes (56)

20h 30. Dans le cadre du Forum social local de Séné-Vannes (fsl56.org), Christian Jacquiau animera une conférence sur *Les*

*coulisses de la grande distribution*. IUT de Vannes, amphî A. Entrée libre.

### Paris XVIII<sup>e</sup>

19 heures. Conférence-débat avec le groupe Louise-Michel sur le thème : « Riposter ou désobéir : Comment réagir face à la violence étatique et économique. » Au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Abbesses ou Blanche. Entrée libre.

## Samedi 30 janvier

### Vannes - Séné (56)

De 10 heures à minuit. Forum social local : stands, débats, expositions, vidéo-projections... (fsl56.org). Dans le cadre de ce forum, le groupe libertaire Lochu-Ferrer (FA Vannes-Lorient) reçoit à 13 heures Charlie Bauer pour un débat sur l'enfermement et l'emprisonnement. Salle des expositions de Séné. Entrée libre. Infos : fedeanar56@yahoo.fr

### Le Mans (72)

14 heures à 18 heures. Avec le groupe Lairial : Anarchisme, histoire du mouvement social et luttes actuelles. Discussion autour d'une présentation des œuvres de Gaston Couté. À disposition : table de presse de Matériel. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

### Rouen (76)

15 heures. Rencontre-débat autour du livre d'Hugues Lenoir *Éduquer pour émanciper*. À la librairie l'Insoumise.

### Rennes (35)

20 heures. Sound system en soutien aux inculpés de la manif des chômeurs-précaires de Rennes et de la journée anticarcérale de Poitiers. Avec Dr Dracula (ska, rocksteady, reggae), Funky Primate (r'n'b, northern soul, funk, modern soul). Co-organisé par le groupe La Digne Rage et la CNT 35. Au bar La Bascule, 2, rue de la Bascule, à l'angle du boulevard de Verdun.

# exposition



Contact : 06 12 38 76 60

Oleg Lyt expose jusqu'au 13 février à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris XI<sup>e</sup> 